

Cité

N° 30 - 40 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

La démocratie médiatique

SOMMAIRE

N° 30 - 2^e trimestre 1997 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N° 64853

■ Editorial.....	3
------------------	---

DOSSIER « La démocratie médiatique »

■ De l'indétermination démocratique à la surdétermination médiatique de la démocratie par Luc Hossepied	5
■ Guy Debord : de la télévision au multimédia par Alexandre Renaud	7
■ Le pouvoir des médias par Alexandre Massonnet	19
■ Splendeurs et misères des journalistes par Véronique Hallereau	25

POINT DE VUE

■ Entretien avec Lucien Sfez « Communication : fin d'une idéologie »	33
---	----

MAGAZINE

■ Michel Foucault : un poète en philosophie par Alexandre Renaud	45
■ Les grandes coupures épistémologiques en physique par David Saint-Aimé	59

Directeur de la publication : Yvan AUMONT
Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Ont participé à la rédaction de ce numéro : Ludovic Galfo, Véronique Hallereau, Luc Hossepied, Alexandre Massonnet, Alexandre Renaud, David Saint-Aimé, Lucien Sfez.
Réalisation technique : Yvan Aumont, Alain-Paul Nicolas.

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait -, ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires (au prix spécial de 28 F) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
réglement à l'ordre de « Cité », CCP 23 982 63 N Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ **souscrit un abonnement**

☐ Un an (4 numéros) Normal : 140 F

☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) : 230 F

☐ Un an (4 numéros) Soutien : 250 F

☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 160 F

☐ Deux ans (8 numéros) Normal : 250 F

☐ **commande les numéros suivants** (35 F le numéro jusqu'au numéro 27 et 40 F à partir du numéro 28) :

.....

Éditorial

Croire, se sentir responsable, discuter et s'interroger, ce sont là, pensons-nous, les quatre éthiques que se devraient de respecter les acteurs démocratiques. Parmi eux, le média qui est né comme un relais objectif, s'impose d'apparence, chaque jour un peu plus, comme un prisme fédérateur. Ainsi, ce qu'Antonio Gramsci appelait déjà l'américanisation du monde est devenu la marque inéluctable du progrès. Mais, dans un même temps, le média, support d'un progrès unificateur, se socialise en tribus, en clans ; des télévisions à la carte aux réseaux multi-médias, il devient le coeur d'une dynamique d'écartèlement schizophrène de l'homme. En quête de nouvelles identités, mieux circonscrites que ce vertige mondialisé, le consommateur de média s'offre aujourd'hui à ce que nous pourrions aborder comme une « balkanisation » culturelle, vécue en deux temps : de l'éclatement du lien social à l'émergence du lien tribal.

« *Tout fait de civilisation est aussi un fait de barbarie* », cette phrase de Walter Benjamin nous interpelle sur l'état actuel de la société médiatique ; les réseaux sont-ils la marque d'une civilisation très avancée, ouverte à un débat démocratique total, ou marquent-ils la mort de l'altérité réelle entre les hommes, les citoyens, leurs cultures... leurs mondes ? N'avons-nous pas trop présumé, utopistes et simples quidams, de la fonction civilisatrice des médias au sein d'une société dont l'objectif affirmé fut, et continue d'être la mise en relation toujours plus large et rapide de ses membres ?

ÉDITORIAL

Tandis que les collaborateurs de *Cité* se sont interrogés sur la nature de la société médiatique, ses tenants et aboutissants, idéologiques, politiques et culturels, nous avons également l'honneur d'accueillir dans nos colonnes Lucien Sfez, partant des médias pour aboutir à l'entérinement de la fin d'un règne ; celui de la communication.

Ainsi, d'un outil démocratique, à la mort d'une utopie, en passant par la dictature de l'image, aujourd'hui déchue, les médias paraissent lentement perdre prise sur un monde dont ils ne saisissent plus que des scories spectaculaires et ultra-violentes.

Cité, la revue de la nouvelle citoyenneté se montre toujours ouverte aux polémiques, aux réactions de ses lecteurs, attentive aux critiques, tournée, enfin, vers de nouvelles participations. Le numéro 31 portera notamment sur « la citoyenneté communautaire », le numéro 32, sur « l'action culturelle ».

CITÉ

De l'indétermination démocratique à la surdétermination médiatique de la démocratie

Jamais peut-être autant qu'aujourd'hui la démocratie ne semble avoir besoin des médias pour exister. L'exercice démocratique, dont le vivant esprit ne se réduit pas à l'acte électoral, apparaît comme ne pouvant plus s'exercer sans les médias qui prétendent l'incarner.

Bien sûr, on pourrait tout de suite objecter que la démocratie se présente et se re-présente sans cesse comme un espace-temps politique essentiellement médiatique. Un médium d'abord politique puis social que le demos conscient d'exister comme demos et acteur de son pouvoir - qu'il dépose en des représentants et des institutions légitimes - réinvente en permanence pour le bien de chacun, donc de tous. Mais ce n'est pas à l'espace démocratique qui apparaît, et apparaît seulement, échappant à toute définition définitive, comme l'espace langagier toujours critique, fondamentalement indéterminé, jamais borné, de médiatisation du pouvoir, du peuple par le peuple et pour le peuple, dont je veux faire ici le rapide procès. C'est à son avatar, sa figure déformée par ce qui risque de devenir son unique lieu : la démocratie des médias.

Tocqueville voyait en la démocratie le lieu vide du pouvoir. Mais il est des vides nécessaires à la dynamique politique. Au contraire, la démocratie des médias, et je pense plus ici aux mass-médias, substitue à l'indétermination démocratique une surdétermination médiatique, totalisante, avortant d'une démocratie sans âme et sans force presque réduite à un pur média sans plus rien à médiatiser. Comblé, voire sur-comblé par les médias, le lieu vide originaire de l'invention démocratique s'anamorphose en néant final de l'esprit politique.

Les Lumières instituèrent, au XVIII^e siècle, un espace des médias construisant et supportant une opinion publique critique (démocratique dans l'idéal), dans le sens qu'Habermas donne à ce concept (1). Aujourd'hui, l'opinion publique fabriquée par le complexe sondages-mass-médias est devenue un enjeu de politique spectacle. Elle n'existe plus que dans sa forme la plus dégénérée, abrutissant le demos qui s'asservit dans le spectacle, de

■ (1) in Jürgen Habermas, *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1986.

préférence télévisuel, de sa propre inertie politique ; l'effet de circularité de l'information, qui ne donne plus forme à rien, venant renforcer les rouages d'un système ou le moyen c'est dire le média, devient quasiment sa propre fin. Dès lors, il s'agit, non pas de produire du sens, de l'intelligence critique, de la citoyenneté éclairée, mais une narcose générale fondée, comme le dénonçait Guy Debord avec force, sur l'image qu'a l'individu, sans individualité, de sa propre consommation. Consommation totale de tous qui fige en le réifiant le procès de la communication citoyenne démocratique.

Encore plus qu'une presse de plus en plus soumise aux exigences du marché donc de moins en moins critique, la télévision suscite le grand endormissement du citoyen. Empire du flux continu des images, elle ne peut être un espace démocratique qui, répétons le, se réengendre dans son indétermination nécessaire. Or, la télévision ne peut être le support de la discontinuité critique. Sa temporalité neutralise toute tentative de parole démocratique. En effet, pour faire sens, la parole démocratique se nourrit du temps de la réflexion. Temps de la réflexion d'elle-même dans ses contradictions et l'incessante possibilité de son négatif. La télévision, quant à elle, ne réfléchit pas, ne se réfléchit pas, n'existant que dans l'incessant mouvement qui à l'inverse du mouvement démocratique n'a pour fin que sa propre perpétuation sans trajectoire de sens. Arrêter le temps, pour le réfléchir, le retourner, l'envisager autre, bref le construire en expérience démocratique c'est faire implorer le médium/message de la télévision en garrottant l'artère de son flux vital.

La radio, médium « chaud », de nos jours quelque peu « refroidi » (2), plus participatif, semble d'avantage coïncider avec le contre-temps démocratique. Mais aujourd'hui et plus encore certainement demain ce sont les nouveaux médias télématiques multipolaires (3), qui paraissent s'emparer de la dynamique démocratique.

Les acteurs des nouveaux réseaux mondiaux de communication détournent une technologie, à l'origine cantonnée au milieu de la recherche militaire puis civile, pour réactiver, en réinventant les modalités, l'événement démocratique. Un nouvel espace socio-politique apparaît, cristallisé sur des millions d'écrans d'ordinateurs mais dépassant déjà les limites du virtuel pour investir le réel, qui permet la participation de tous (du moins dans l'idéal) à de nouvelles formes de *logos* et de *praxis* sociale, politique et économique.

Embryonnaire, cette démocratie virtuelle, médiatique, libertaire et polymorphe, dédouble l'espace démocratique en une dimension politique expérimentale composite. Laboratoires d'une démocratie du troisième millénaire dans laquelle le projet politique est réellement l'affaire de tous ou expédients techno-médiatiques post-modernes de la politique, les réseaux télématiques doivent susciter la vigilance citoyenne de nouveaux sujets collectifs constitués de sujets individuels responsables et engagés dans les transformations socio-politiques à venir, probablement plus importantes qu'on ne le pense aujourd'hui.

Luc HOSSEPIED

■ (2) Voir sur la distinction média chaud, média froid Marshall McLuhan, *Pour comprendre les médias*, Points Seuil, 1977.

■ (3) Le complexe des réseaux télématiques, dont Internet est une modélisation, constitue un multimédia permettant des interactions de quatre types : « one to many », « many to one », « one to one », « many to many ».

La civilisation du spectacle

Guy Debord : de la télévision au multimédia

*« En un mot, les seules images
aussi puissantes que les images
de sang ce sont les images
d'immortalité »*

André Malraux, Amiens, 1966

Sur la formule tout à la fois sombre et puissante du grand écrivain, partons du principe que les médias ne sont ni Dieu, ni le Diable. Ils sont... avec leurs potentialités et leurs défauts. Ils sont à réinventer toujours... ils sont à l'image de l'histoire et des hommes dont ils héritent et qu'ils façonnent.

La télévision : l'image comme lien social

En France, l'on consacre en moyenne trois heures par jour à la télévision, auxquelles il faut ajouter un peu moins d'une heure par jour de programmes enregistrés avec un magnétoscope. En Espagne, au Portugal ou en Grande-Bretagne, la moyenne se porte à quatre heures par jour. La télévision s'impose comme le média essentiel de nos sociétés. Sur les cinquante dernières années, elle s'est développée, d'abord curiosité, plaisir d'une élite, pour devenir rapidement un symbole de la démocratie et de la consommation de masse, un médiateur essentiel entre les hommes : la télévision est une fenêtre ouverte sur la société incarnée.

DE LA TÉLÉVISION AU MULTIMÉDIA

Donnant des visages aux valeurs de la société dans laquelle nous vivons, aujourd'hui, « *la télévision est un rapport et non un objet* » (1), en ce sens qu'elle est un lien entre les différents acteurs sociaux, qu'elle crée et véhicule les critères de la normalité sociale. Il y a ainsi une télévision latine ou une télévision anglo-saxonne, une télévision nationale ou fédérale... le média est le reflet d'une société qui lui donne ses repères originels et qu'il façonne en retour. Ainsi, en France, la télévision est née sous le régime du monopole d'État et au service d'une certaine idée de la nation. Mais aujourd'hui, nous sommes à l'âge de la concurrence. Les chaînes de télévision se multiplient, toutes identiques, héritières d'une forme de discours éducatif, conscientes de l'importance de leur place dans la société, mais toutes différentes aussi, portant chacune une part de remise en cause de l'équilibre qui les a précédées. Cette remise en cause se fonde sur deux principes : le premier est que la logique commerciale impose que l'on fasse différemment de ses prédécesseurs. Le second tient au fait que la télévision est aujourd'hui arrivée à maturité et qu'elle s'est non seulement affranchie de sa tutelle politique, mais a même renversé le rapport ancien à son profit. Il convient alors de voir comment s'est opérée cette inversion des rapports entre le pouvoir politique et la télévision.

Les médias de masse : naissance, critique et libéralisation

Dans l'immédiat après-guerre, la télévision est rapidement devenue un phénomène de masse, et la distinction manichéenne s'est établie entre les « médias tenus » (2) dictatoriaux et les médias démocratiques et républicains auxquels l'État garantissait, via son exercice d'un monopole de gestion, un pluralisme d'opinions. L'enjeu se posait alors en termes clairs : « *Qui contrôle l'État, contrôle les médias audiovisuels et peut donc contrôler et éduquer l'opinion publique* » (3).

Durant les années 1960, le monopole public d'exploitation des médias s'est vu amené à son paroxysme et une critique virulente de la télévision a accompagné les mouvements sociaux de 1968. En 1967, Guy Debord publie *La Société du Spectacle*. Sa critique de la société bourgeoise passe par une dénonciation d'un modèle de manipulation idéologique lié à la société capitaliste, et dont le support naturel est la télévision. « *Le spectacle est le capital à un tel degré d'accumulation qu'il devient image* » explique la trente-quatrième pensée du livre. Les mouvements révolutionnaires des années 1960-1970 s'emparent des travaux de Guy Debord, et le gaullisme en France ou la Démocratie chrétienne au pouvoir en Italie sont mis en cause dans leur gestion exclusive des médias. *Libérez l'ORTF* est un slogan du mois de Mai. Le même esprit plane sur l'automne chaud de 1969, en Italie.

■ (1) Page 9, Pierre Musso, *Télévision et démocratie in Teminal* n° 70, Hiver 1995-1996, L'Harmattan, pp. 9-16. Cet article reprend une intervention de l'auteur au colloque Démocratie et Médias tenu à Avignon en juillet 1995. Pierre Musso est enseignant-chercheur à Paris-I Sorbonne et Paris-IX Dauphine et concepteur du projet Métafort d'Aubervilliers, visant à lier populations, acteurs sociaux, industriels et concepteurs de nouveaux médias dans des projets communs d'intégration des technologies nouvelles au service de l'innovation sociale et du développement culturel.

■ (2) *Ibid* 1, page 10.

■ (3) *Ibid* 1, page 10.

La télévision connaît ainsi un premier échec dans sa volonté de se garantir un pluralisme d'opinions. Il doit dorénavant passer par une pluralité des acteurs. Ainsi, les années 1970 sont marquées par une profusion de nouveaux canaux médiatiques, pour atteindre 1 200 télévisions locales en Italie, au début des années 1980 (4). L'exemple transalpin, mis en avant par les annonceurs et publicitaires français, pour qui le développement télévisuel implique de nouveaux marchés à investir, fait école. Tandis qu'un ministre italien parle déjà du « *Far West* » médiatique de son pays vers 1980, la libéralisation française ne se fait cependant qu'à partir de 1985, et dans un cadre de régulation étatique stricte du marché. Le rapport Bredin sur *Les Nouvelles télévisions hertziennes* et l'annonce du lancement de 80 chaînes locales par le Président de la République lui-même, bien que ces dernières ne virent jamais le jour, marquent l'entrée de la France dans un système mixte privé-public. Dans ce domaine, la Grande-Bretagne est le modèle à suivre depuis l'après-guerre. Il s'agit de mettre fin au monopole d'État tout en évitant que la télévision ne devienne le support consensuel d'un discours libéralo-libertaire systématiquement anti-étatique et se réclamant d'une infinie liberté d'expression.

Cet enjeu d'une démarche engagée il y a plus de quinze ans est bien encore le point essentiel des débats ayant cours entre politique et médias aujourd'hui. Depuis dix ans, le problème n'est plus envisagé sous l'angle de la libéralisation, mais sous celui, inverse, de la limitation des excès dus à la déréglementation du marché de l'image et à la montée en puissance des groupes de communication. Ces derniers ont marqué la grande évolution des dix dernières années dans le monde médiatique, car la libéralisation a ouvert le monde de l'image à de gros industriels et groupes financiers, usant de la télévision comme de l'élément rapporté à une stratégie de développement global. Pierre Musso parle du « *complexe hollywoodien* » de gros annonceurs, programmeurs et surtout, détenteurs de droits audiovisuels et de droits de diffusion, américains, issus de l'industrie cinématographique d'Hollywood, reconvertis dans la gestion internationale du transfert d'images. Acheter et vendre les images devient une industrie plus importante que de les fabriquer, et les télévisions sont reléguées au rang d'intermédiaires de consommation dont le pouvoir d'influence sur les politiques des programmes se réduisent. La télévision n'est plus maîtresse de son discours. Il convient de replacer cela dans un contexte d'enjeux commerciaux et financiers importants, sachant que la communication est le « *premier poste d'exportation de la balance commerciale des États-Unis, et que 80 % des flux de programmes dans le monde sont américains* » (5).

■ (4) *Ibid* 1, page 10.

■ (5) *Ibid* 1, page 11.

L'économie médiatique

Après la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne, les États-Unis sont aujourd'hui le modèle à suivre dans l'évolution des rapports politico-médiatiques. Un modèle à suivre qui, à défaut de pouvoir encore réguler un monde qui n'est plus de l'ordre de l'idéologie, mais bien de celui du marché, essaye d'y gagner le plus possible.

L'État doit-il alors s'aligner sur ce modèle et abandonner ses prérogatives de tutelle sur la télévision, liées à une conception éducative et idéologique du média ? Aux États-Unis, l'essor actuel de la télévision s'accorde assez bien avec les principes moraux qui fondent l'idéologie américaine, mais en France... en Europe, où l'encadrement positif de la communauté nationale est une des missions essentielles de l'État démocratique, et l'engagement de base de l'État républicain...

Aux États-Unis, dès les années 1960, malgré la création du Public Broadcasting System, les grands *networks* ont opéré librement. En Europe, une même logique se lie lentement à l'essor de la télévision cryptée ou numérique. L'on passe du « *télespectateur traité comme électeur au télespectateur consommateur, du télespectateur-citoyen au télespectateur-client, de la télévision bien-public à la télévision produit et service* » (6), et avec la télévision numérique et les vidéos-services payants, le télespectateur-client peut prétendre à toutes les images qu'il est en mesure d'acheter, en dehors de toute contrainte morale, culturelle, éthique ou intellectuelle. Au-delà d'une simple mercantilisation du monde de l'image, cette évolution de la place donnée à la télévision dans la société contemporaine et de la nature des programmes diffusés est alors révélatrice d'une évolution des rapports du citoyen à l'État. En effet, cette évolution est celle du glissement d'une aliénation à une autre, de l'aliénation nationale et l'aliénation reconnue et acceptée à une mode de l'homme-image. Le citoyen est devenu un individu dont l'existence ne passe plus par l'engagement politique dans la nation, mais bien par la revendication d'une seconde nature humaine, internationaliste et médiatisée. C'est le partage du marché qui crée la communauté humaine, effaçant toutes les prérogatives morales de l'État, remettant en cause sa capacité d'incarner le juste et le progrès. Aussi, de l'économique au symbolique, du symbolique à l'idéologique, le développement médiatique à une échelle internationale a ouvert la voie à une conception nouvelle du bien-commun relevant d'un fantasme scientiste du village planétaire, dont la télévision a posé les premières pierres et continue d'être le vecteur prioritaire par les biais complémentaires de la publicité et du

■ (6) *Ibid* 1, page 12. L'auteur ajoute avec malice, « *Disons que l'espace plébiscitaire a cédé la place à l'espace publicitaire* », évolution à laquelle Pierre Musso a consacré une étude dans la revue *Médiapouvoirs* n° 33, premier trimestre 1994.

film de fiction, dans un processus qu'Antonio Gramsci appelait « *l'américanisation* » du monde, mais qui n'est plus aujourd'hui la démarche des seuls médias américains.

Vers une éthique libérale de l'image : l'anarchie spectaculaire

Dans un mouvement général, un processus touchant aux rouages essentiels des démocraties contemporaines, la sphère médiatique s'est imposée en relais naturel entre le politique et ses domaines d'action et de contrôle sur la société. Aujourd'hui, un gouvernement ne peut se prononcer sensiblement sur un sujet extra-national que si la question a été préalablement amenée par les médias au sein de la communauté nationale. Et de ce rôle dynamique du média sur l'intervention du politique, l'on s'achemine de plus en plus vers un média agissant dans les deux domaines fondateurs de la légitimité politique que sont la symbolique et l'imaginaire unificateurs. Le politique est devenu un ressort de l'imaginaire médiatique alors qu'il y a trente ans à peine, le général de Gaulle usait du média télévisuel comme d'un relais multiplicateur de l'intensité du discours politique. Aujourd'hui, c'est « *le chef de l'entreprise moderne de communication [qui] sait produire les nouvelles formes de la mise en scène télévisuelle et politique* » (7), et André Malraux, grand organisateur des meetings gaulliens, aura laissé la place à Monsieur Seguela. Les médias entrent dans la sphère du politique et pas seulement en l'état de conseillers, ainsi, lorsque Silvio Berlusconi passe de la télévision à la lutte politique, il ne s'agit pas d'une déviation de trajectoire, mais bien d'un aboutissement logique. Les médias ne sont plus seulement les vecteurs d'un système de valeurs, ils en sont le centre, le moyen et la finalité. Ainsi, lorsque les grands entrepreneurs de la communication investissent le terrain politique, ils le font avec un discours valorisant des notions de transparence, d'immédiateté, d'information totale et pour tous, supports d'une démocratie libérale critiquant l'État, non plus en tant qu'intermédiaire économique trop encombrant, mais en tant que machine moralisatrice et infantilisante. Il s'agit de créer ce que Gilles Deleuze appelle *l'équivalent généralisé*, sorte de réseau incessant d'information dans lequel l'absence de pouvoir d'intervention sur le monde se compense par une immersion permanente dans l'événement, générant en chacun la sensation d'une potentialité d'intervention totale sur le cours des choses.

L'institution gouvernementale est réduite à l'état d'archaïsme, de machine trop lente, en comparaison du défilement des images et des opinions

■ (7) *Ibid* 1, page 13.

qui les accompagnent. Il y a là un mirage de l'action potentielle, individuelle et librement consentie, qui entraîne la décadence de la médiation politique, sans laquelle pourtant rien n'est réalisable sur le long terme, car « *le temps de la démocratie est un temps plutôt lent, celui qui est nécessaire aux débats, à la réflexion, à la consultation et à la délibération* » (8).

Médiatisation et évaluation qualitative du monde : Guy Debord

Ce qui est révélé derrière cette remise en cause de la démocratie-providence par le discours de ceux qui prônent l'indépendance de l'homme informé vis-à-vis du pouvoir, c'est bien la manière dont l'influence des médias déborde largement leur support d'émission. Pour prendre l'exemple originel de la télévision, l'évidence s'impose que toute l'action et les stratégies commerciales et politiques se pensent largement aujourd'hui au regard de sa possible intervention. Même absente, elle agit, même éteinte, elle est constitutive d'un équilibre. Et au niveau de l'individu aussi, dont la capacité d'information immédiate constitue pour une large part la dynamique de son intégration sociale, souvent professionnelle, et plus largement quotidienne. Il y a une pression sociale qui nous pousse à l'usage de moyens médiatiques aux capacités accrues (multiplication des chaînes de télévision, croisement des sources de presse écrite, radios, nationales, étrangères, connexions multimédias... ces dernières amenant l'exigence d'une information périphérique aux réseaux classiques). En plus d'être un mode d'organisation du discours politique et dispensateur de valeurs sociales, le média est alors un système industriel et commercial, régi par un rapport d'offre et de demande inflationniste. Voilà précisément ce que Guy Debord, en 1967, appela *la Société du spectacle* et à l'étude de laquelle il consacra une grande part de son activité intellectuelle (9).

En 1988, Debord publie les *Commentaires sur la société du spectacle*, reprenant le thème fondateur d'une société devenue spectaculaire et dans laquelle un discours dominant, par le contrôle des moyens et des contenus de l'expression, s'organise afin de favoriser des rapports de production et de consommation industriels. Ce qui était vrai à la fin des années 1960 semble rester actuel, à cette différence près que la fin des années 1980 a fait de l'outil industriel un véritable outil de loisirs et de culture. Cela correspond à la reconnaissance politique du temps perdu et au passage d'une société de consommation de masse à celle d'une consommation de mode. La télévision, porte-parole spectaculaire de la société industrielle moderne, en est devenu le centre névralgique et dynamique au point que le loisir par lequel on peut

■ (8) Musso, page 14.

■ (9) Guy Debord, *La Société du spectacle*, Gallimard, 1992 (1967). Pour cet article, nous avons plutôt centré nos remarques autour de *Commentaires sur la société du spectacle*, Gallimard, 1992 (1988), qui sans remettre en cause la thèse développée en 1967, intègre de manière plus précise les grandes évolutions qu'a connues le monde médiatique durant les années 80, tant sur le plan technique qu'économique ou sociopolitique, et pressent l'évolution actuelle vers le multimédia.

dépenser sa richesse est devenu un des principaux producteurs de cette richesse (10). Cela implique que la mission du média a changé. Il doit se renouveler. « *Ce qui existe, on n'a donc plus besoin d'en parler* » avait lu Guy Debord dans *Le Monde* du 19 septembre 1987, et de commenter que c'est là une « véritable loi fondamentale » des temps spectaculaires (11), qui a conquis tous les discours, même les plus critiques à l'égard des médias. Debord l'explique, « *les livres qui analysent, en général pour le déplorer, ce phénomène doivent eux aussi, sacrifier au spectacle pour se faire connaître* », car si l'on ne parle plus de ce qui existe, la réciproque est vraie : ce dont on ne parle pas n'existe pas encore. D'un anonymat à l'autre, le média est le portique de ce qui est, entre ce qui est passé et ce qui est à révéler. Ainsi, toutes les critiques de la société du spectacle, toutes les ambitions novatrices visant à atteindre un levier de décision politique, culturel ou intellectuel impliquent de sacrifier au spectacle. La réforme est impossible. Dans la continuité de la société de pouvoir conceptualisée par Michel Foucault, Debord révèle combien la censure est plus profonde qu'une répression policière ou le discours monolithique d'un média d'État... la censure est dans la demande insatiable de repères et de reconnaissance, sociale et médiatique, des individus. Social et médiatique, les termes se chevauchent au sein d'un système de représentations dont la dynamique est le jugement de l'Autre. C'est ainsi que Foucault montre la société de pouvoir, c'est ainsi que Debord voit comme elle est passée des codes de moralité aux références médiatiques. Cela va loin... c'est une sociabilité qui paralyse les comportements populaires et ceux des élites... peut-être plus encore quand la réussite devient l'aveu automatique d'un reniement... comme s'il était devenu impossible de rester fidèle à soi-même.

Guy Debord parle de la « *sagesse désabusée qui bouffonne dans un journal* », de ceux qui sont parvenus à la reconnaissance, commentant toujours la citation du *Monde*. Le Spectacle écrit sur le Spectacle, du journalisme journalistique à la politique politicienne, et glose au fil de « *la discussion creuse sur le spectacle, c'est-à-dire sur ce que font les propriétaires du monde : [...] on insiste sur les grands moyens du spectacle afin de ne rien dire de leur grand emploi* » (12). Les questions et les angles d'analyse visent toujours à traiter l'information aux mesures exactes d'une réponse acceptable.

■ (10) L'on peut voir ici une analyse de Debord portée sur les Hollywoodiens et les grands réseaux de communication dont parle Pierre Musso.

■ (11) *Commentaires sur...* page 18.

■ (12) *Ibid* 11.

La dynamique du spectateur

Mais acceptable par qui ? Pour qui ? Le consommateur peut-être... Car la télévision est aujourd'hui un producteur industriel au service d'un

spectateur demandeur. La télévision est le loisir démocratique par essence. C'est donc la critique qui semble être illégitime, lorsqu'elle s'insurge contre une industrie qui satisfait l'aspiration du plus grand nombre, et concourt dans une certaine mesure à la poursuite du bien commun.

Pour sa part, Debord estime qu'il y a méprise sur ce qu'impliquent les retombées du discours médiatique. La télévision n'est pas un produit comme un autre, car autour de son commerce, c'est bien un commerce de la vérité qui est en jeu. La question est prométhéenne. Premièrement, explique-t-il, on parle de « Médiatique », c'est-à-dire de loisir, de plaisir, alors qu'il faudrait parler de « Spectacle », c'est-à-dire d'un modèle de société où la distraction du spectateur est avant tout celle du citoyen, ou son espace de loisir se confond avec celui de sa formation, ou l'imaginaire s'enchevêtre avec le réel. Un monde où le « *talk-show* », mode télévisuel en développement, utilise le cas particulier pour fonder des lieux communs. Ici, le média est plus que jamais une fenêtre doctrinale, au commanditaire devenu non-identifiable.

C'est une mécanique doctrinale, interactive entre l'émetteur et son récepteur. Il faut revenir là aux mots de Malraux pour comprendre qu'il y a bien un jeu d'instincts dans tout cela (13). L'homme reste profondément grégaire et avide d'ordre, parce qu'il est instinctivement contraint par la recherche de l'Autre et la peur de la mort. Deux éléments constitutifs fondamentaux de notre humanité auxquels le média répond par la pureté unilatérale de son discours. L'apparition récente d'une génération toute entière élevée sur fond de Médiatique amplifie encore cette mise en adéquation entre l'imaginaire télévisuel et la société réelle. Tout cela concourt à former l'artefact social de ce que Debord appelle « *la nouvelle richesse de la communication de tous par « mass media », communication enfin parvenue à la pureté unilatérale, où se fait paisiblement admirer la décision déjà prise. Ce qui est communiqué, ce sont des « ordres » ; et fort harmonieusement, ceux qui les ont donnés sont également ceux qui diront ce qu'ils en pensent* » (14). Si l'on se reporte au *Panem et circenses* de Juvénal, il convient finalement d'admettre que les jeux du cirque ne sont que les prémices antiques de cette ère communicationnelle. Mais alors que le loisir de masse avait jusque-là dans l'histoire vocation à détourner le plus grand nombre de l'exercice politique, il prétend aujourd'hui l'y faire entrer pleinement. Là est le changement majeur, non pas dans l'essor technologique et culturel du Médiatique, mais dans la vocation civilisatrice qu'il se donne.

Une vocation empreinte d'un insurmontable paradoxe... puisqu'elle prône l'indépendance active de l'individu en lui ôtant tout moyen d'agir

■ (13) D'une manière plus profonde, André Malraux présentait la mécanique médiatique sous l'angle de l'inconscient collectif, tirant des Grecs, de la philosophie de Nietzsche et de l'histoire, une vision de l'homme atemporelle et crue, incapable d'humanisme dès lors qu'il est en position du jouisseur : « *Ces usines si puissantes apportent les moyens du rêve les pires qui existent, parce que les usines de rêve ne sont pas là pour grandir les hommes, elles sont là très simplement pour gagner de l'argent. Or, le rêve le plus efficace pour les billets de théâtre et de cinéma, c'est naturellement celui qui fait appel aux éléments les plus profonds, les plus organiques et, pour tout dire, les plus terribles de l'être humain et avant tout, bien entendu, le sexe, le sang et la mort* » in Discours de la Maison de la Culture d'Amiens, 19 Mars 1966, *La Politique, La Culture*, Folio-Essais, 1996

■ (14) Faut-il accorder cette importance au média ? Debord ne va-t-il pas ici trop loin ? S'il est vrai que les médias sont ce réseau clos d'autoproclamations et de gloires de sérail, s'il est vrai qu'ils ont la capacité de traverser la société dans ses orientations grégaires sur le court terme, nous verrons plus tard que le long terme est une mesure d'histoire sur laquelle l'emprise médiatique n'est pas encore à l'ordre du jour. De plus, les vrais pouvoir et capacité d'intervention politiques n'offrent pas encore de flanc assez large au Médiatique pour être valablement remis en cause dans des prérogatives telles que la diplomatie et la raison d'État.

véritablement sur le monde. Depuis la naissance des grands médias, pour la première fois, est arrivée à maturité une génération pliée aux lois du « *complexe médiatico-industriel* », sans référence possible à une conception différente du loisir, de la culture et de la citoyenneté. Ici, Guy Debord s'alarme sur un danger qui n'est pas celui de la dictature politique et militaire, qui n'est pas non plus celui d'une mode, mais celui plus réel d'un nivellement des capacités de réaction et d'intervention sur le monde de la part d'une génération que tout éloigne d'une réalité qu'elle appréhende massivement par l'image. L'engagement sous toutes ses formes finit par succomber aux flots d'informations. Contre l'engagement citoyen, l'engagement politique, l'impuissance s'impose face à l'ampleur de la tâche, car chacun reçoit désormais toute la charge du monde, ne fût-ce qu'en images... y trouvant simultanément mille causes et mille excuses... A la génération d'avant les grands médias, la télévision s'était imposée comme le complément culturel et distrayant d'une vie découvrant les notions de loisir et de consommation. Pour les suivants, le média est devenu vital, socialisant, normalisant... son absence est vécue comme une mutilation, sa présence comme une preuve de vie.

■ (15) Cela peut être confronté à la notion de société de pouvoir développée par Michel Foucault, dans laquelle chacun est dépositaire d'une parcelle de pouvoir sur l'autre, créant ainsi des entraves si puissantes de codes moraux et de conventions sociales que le politique lui-même s'y trouve paralysé. La dictature est alors un réseau sociétal caractérisé par des valeurs diffuses de normalité et de droit que chacun porte en lui et qu'il assimile à des intimes convictions. Ainsi, Debord comme Foucault remettent en cause tout le système d'aliénation volontaire qui fonde le contrat social démocratique. Mais en restant plus mesuré, l'on peut admettre que la base du contrat démocratique reste bien la conscience que chaque sociétaire porte en lui de l'aliénation à laquelle il consent, et des droits et devoirs que cela lui incombe. Conscience qui cesse d'être dès lors que le discours éducatif est unique, au profit du fascisme, rupture radicale avec la démocratie, ou de l'individualisme libéral, déplaçant le lien démocratique du cadre du droit et du devoir à celui de l'intérêt et du besoin.

Aussi, avec l'uniformité culturelle et informative engendrée par les médias de masse, le problème n'est pas que les individus s'aliènent à une forme de représentation du monde, le problème est que la notion de normalité prime sur la notion de contrat, et que les codes moraux prédominent sur les consensus politiques volontaristes.

Le spectaculaire intégré : un songe démocratique

Debord parle alors de « spectaculaire intégré », d'une démarche qui n'est pas une forme de dictature, une forme de conquête du pouvoir, comme il pouvait le laisser entendre à la fin des années 1960. En 1988, dans ses *Commentaires...*, le philosophe nous explique que le Médiatique n'est pas plus une doctrine politique qu'une simple culture de la consommation de loisir. C'est le support d'une implosion du lien politique et social dont ni ses usufuitiers, ni ses détracteurs ne saisissent le sens, car le « *côté concentré, le centre directeur en est maintenant devenu occulte* » (15). L'espace médiatique est apparemment redevenu un espace de liberté, la norme n'en finit plus de se parcelliser... les médias s'adaptent et se tribalisent, les réseaux s'affirment et les individus semblent retrouver leur autonomie. Le multimédia dialogue, aux bornes d'un non-sens qui s'étend, plus fort que toutes les volontés, simplement parce qu'il va réveiller ce qu'il y a de plus profond en l'homme ; la nostalgie de la facilité, lointain souvenir du jardin d'Éden.

En 1997, Guy Debord n'est plus... Le Médiatique est à ses possesseurs de droit, les milliards d'individus, citoyens potentiels d'un monde intégré. Mais le pouvoir ne réside plus dans le média, et ces interlocuteurs du vide, de pétitions en mouvements de masse sur réseau, sont hors du circuit

DE LA TÉLÉVISION AU MULTIMÉDIA

décisionnel réel. Toutes les messageries du monde, toutes les discussions du monde, tous les réseaux relationnels ne fonctionnent qu'en écho aux canaux de référence qui font l'information. Télévisions, radios, journaux et agences de presse et de communication sont les géniteurs du discours, autour d'eux s'organise le débat, et par eux se diffuse le parfum. Au-dessus d'eux, l'exercice macro-politique du pouvoir. Et l'espace de dépendance médiatique dans lequel est tenu le politique n'est jamais qu'un cadre qu'il tend lui-même à délimiter.

La politique, cela consiste à dire des choses à des gens, dit un jour François Mitterrand, et le politique ne confie, et ne laisse dire par le relais médiatique que ce qu'il veut bien concéder au débat démocratique. Virtuel que le dialogue en liberté. Et aux mots du défunt président, l'on peut adjoindre en complément ceux du général de Gaulle expliquant qu'il est des lieux où souffle le vent glacial de la raison d'État.

En dehors de toute considération d'ordre culturel ou technologique, bien que là aussi, les médias mériteraient d'être analysés en détail quant à leurs ambitions pédagogiques, qu'est-ce alors que cette révolution multimédiatique du point de vue du politique : l'ultra-démocratie ou une phase d'anarchie portant en elle trop de contradictions économique-politiques pour se survivre à long terme ? Les internautes se retrouvent parfois dans des utopies fouriéristes, au cœur de phalanstères aux potentialités virtuelles. Mais au-delà des potentialités économiques bien réelles de dialogue immédiat, la question majeure posée par le Média, celle qui lui permet de sortir de son champ technologique, économique et ludique pour gagner l'espace politique, reste bien de savoir s'il peut prétendre à toujours plus de maîtrise de la vérité, avec toujours plus de moyens...

Dans *Le Musée Imaginaire*, André Malraux insiste beaucoup sur la façon dont la photographie et le livre d'art ont changé profondément les manières d'appréhender les œuvres, en confrontant dans un même espace statues et tableaux éloignés en réalité de milliers de kilomètres. Avec le multimédia, l'accumulation s'accélère, tellement même, que la frénésie accumulatrice rend caduque la démarche de confrontation. Ce que la culture gagne en disponibilité, elle le perd d'un autre côté en analyse... Deux problèmes se posent alors. Il s'agit d'abord de savoir si l'information peut être une finalité. Il s'agit ensuite de s'interroger sur les potentialités d'action sur le monde que chacun se donne en étant informé. L'information pour l'information, voilà bien une spirale nihiliste, de la même manière que Malraux, s'il saluait l'accumulation d'œuvres laissées par l'histoire de l'humanité, ne manquait

pas de dénoncer le fait que la culture pour la culture n'est que vanité et impuissance. Sans critique ni confrontation réelle, le Médiatique crée du rien, au mieux, du faux, au pire. Le plus souvent à son propre insu (16). Alors Guy Debord, pessimiste excessif, dans un premier temps, a peut-être raison d'écrire que « *le faux sans réplique a achevé de faire disparaître l'opinion publique, qui d'abord s'était trouvée incapable de se faire entendre ; puis, très vite, par la suite, de seulement se former* », mais suite de l'histoire, le multimédia réinvente l'opinion publique, noyée dans une culture de l'incertitude généralisée, de la vérité personnelle. Une culture axée sur le triomphe du droit à la parole. Une culture qui achève de se noyer dans l'individualisme poussé jusqu'au droit extrême de vivre sa vérité pour soi, avec le droit sans limites de la communiquer au monde. La société spectaculaire n'est plus tant dans une spirale du mensonge médiatique et politique manipulateur que sur la voie de l'arrogance commune de ses infinis monologues, ses opinions parallèles aux confrontations trop éphémères pour générer encore des désirs d'action collective. Or la démocratie n'est pas tant symbolisée par la liberté de dialogue de chacun que par les droits et les devoirs qui le rendent communautairement responsable de son cadre de vie et d'action. Et cette réalité se fait d'autant plus vraie que chemin faisant, l'indignation a de moins en moins de valeur... cette indignation qui reste le noeud de la mobilisation politique par le biais médiatique.

L'expérience culturelle

Faut-il alors croire à la révolution culturelle mondiale par les médias ? Nous n'avons pas ici la place de retrouver les pistes nombreuses du pour et du contre... (17). Une chose est certaine cependant, il y a en chacun, une expérience culturelle, une vie plus profonde que l'échange, qui marque la différence entre la masse et la foule, entre la réceptivité intellectuelle de ce qui nous parvient du monde, et cette sensation plus forte d'être du monde. Quand la masse intègre l'information, la foule s'enflamme, quand la masse absorbe le média, la foule le répercute sous formes d'émotions... De cette ambivalence de chacun, entre les deux éléments moteurs de sa personnalité sociale, nous vient ce curieux double discours d'une société qui critique en permanence les médias qu'elle plébiscite pourtant sans répit. L'homme se fond dans la masse, reposante. Et d'avoir intégré la masse, il finit par adhérer sans se reconnaître – ou peut-être se reconnaît-il trop dans l'image qu'on lui renvoie de lui-même –, il s'individualise alors jusqu'au point de rupture (18) avec la masse elle-même.

■ (16) Voir l'article de Véronique Hallereau sur les contraintes subies par les circuits de l'information, dans ce même numéro de *Cité*.

■ (17) In Lucien Sfez, *Critique de la Communication*. Le Seuil, 1990 (1988), et autres études du même auteur (*cf.* entretien avec Lucien Sfez dans ce numéro), l'on peut aborder les théories classiques de la sociologie des médias. Également Marshall Mac Luhan, *Pour comprendre les médias*, Point-Seuil, 1977 (1964), pour une approche des médias « classiques ». Le philosophe allemand Jürgen Habermas, *Droit et Démocratie*, Gallimard, 1997, est également auteur d'une réflexion sur les médias, pensant que les moyens nouveaux de communication liés au multimédia ouvrent les perspectives d'une démocratie nouvelle, transnationale.

■ (18) In Friedrich Nietzsche, *La Naissance de la tragédie*, 1897, Mercure de France (Réédité), le philosophe trouve dans l'évolution du théâtre grec classique et la démocratie athénienne, l'équilibre conservé de ces deux tendances de l'individu à vouloir la quiétude solitaire en même temps que l'extase commune.

DE LA TÉLÉVISION AU MULTIMÉDIA

La civilisation spectaculaire va-t-elle aujourd'hui vers plus de démocratie, ou fonctionne-t-elle à rebours de l'idéal qu'elle proclame ? Voilà finalement, peut-être, la seule question que pose valablement le Médiatique. Le reste suivra. C'est déjà une réalité économique efficace. C'est aussi un paramètre à intégrer à la séculaire histoire de l'expérience culturelle : « *C'est la lutte des deux imaginaires : d'une part, celui des machines à rêver, avec leur incalculable puissance et le fait qu'elles ont émancipé le rêve et, d'autre part, ce qui peut exister en face, et qui n'est pas autre chose que ce que j'ai appelé, naguère, l'héritage de la noblesse du monde* » (19).

■ (19) André Malraux, Discours de la Maison de la Culture d'Amiens, 19 Mars 1966, *La Politique, La Culture*, Folio-Essais, 1996.

Alexandre RENAUD

Le pouvoir des médias

*« Le fou n'est pas celui qui a
perdu la raison, mais celui qui a
tout perdu sauf la raison ».*

G.-K. Chesterton

Faut-il être tombé fou pour être en mesure de ne pas considérer nos médias comme les translateurs d'une communication éprise de culture, d'humanisme, de convivialité, et de démocratie, mais plutôt comme un pouvoir irrationnel et flexible, Moloch de l'intelligence et de l'instruction, miroir de la décadence et de la confusion des valeurs de notre temps, règne de l'indécidable, de l'amnésie, de l'interchangeabilité du sens, échec de la représentation et du pluralisme, du dialogue, de la transcendance ?

Les preuves fatiguent-elles à ce point la vérité et l'évidence, qu'il faille sans relâche fustiger un pouvoir des médias obsédant d'irresponsabilité et potentiellement dangereux ? Ou plus simplement n'est-il pas illusoire d'attendre que l'on dise du mal des journalistes dans les médias ?

Cependant, il ne s'agit pas ici d'en dire du mal ou du bien, gratuitement ou non, de fustiger la murène méchante enivrée d'orgueil et de mensonge ou de réveiller la paranoïa ordinaire que susciterait l'évocation d'un hypothétique chef d'orchestre clandestin ou de quelque manne financière pandémique au service de ses intérêts ou d'une propagande, mais plutôt de se poser quelques questions utiles pour appréhender le pouvoir d'une institution qui s'est assurée le monopole de l'information, et dont elle hypostasie fréquemment les perceptions.

Depuis Weber, le pouvoir n'est plus une notion de l'ordre de l'essence ou de l'irrationnel – les arabes diraient la baraka – mais bien quelque chose

POUVOIR DES MEDIAS

de l'ordre du relationnel : le phénomène de pouvoir, c'est l'action ou l'abstention d'un individu soumis à l'ordre ou à la volonté d'un autre individu. Définir une relation de pouvoir, c'est avoir recours à une hypothèse qui n'est pas facilement démontrable, en effet, si un individu ordonne à un autre de fermer une porte, qui nous dit que cet individu autre n'avait pas l'intention de la fermer avant que l'ordre ne soit donné ? En fait, le plus grand des pouvoirs est celui où l'on a pas besoin de donner d'ordres, où l'on a l'impression d'une pure spontanéité des acteurs.

« Mesurer » le pouvoir, n'est pas chose aisée, car une grande part de subjectivité, conditionne toutes les relations de pouvoir. On triche naturellement avec autrui et avec soi-même pour apprécier le pouvoir. On minimise la relation de pouvoir quand on la subit, on l'exagère quand on veut se décharger d'une responsabilité, ceux qui exercent le pouvoir cherchent, quant à eux, à grossir l'influence et la portée de leur décision, et quand les choses tourment mal, le responsable minimise son rôle.

Les médias donnent l'impression de faire et défaire l'opinion publique, de décider de tout, d'imposer des modes, des luttes, des engagements, des valeurs, de posséder un pouvoir absolu. Or, leur connaissance de l'information est limitée, et il faut souvent plusieurs mois avant que des « rumeurs d'atrocités » se transforment en « génocide ». La raison de cette pudeur à l'égard du drame cambodgien, tibétain ou ruandais, tient peut-être au monopole exercé sur certains champs sémantiques, ou encore à des lignes éditoriales pusillanimes parce que dépendantes, mais surtout aux limites du pouvoir de connaissance des médias et ce, malgré la guerre de rapidité que se livrent les agences de presse et « l'instantanéité communicationnel » que développent les nouvelles technologies.

On peut également se demander quelle est l'exacte mesure du pouvoir des médias quand on constate que, vivement combattu par eux, le Front national progresse de 1 à 15 % en quelques années.

Si le pouvoir des médias est un phénomène si complexe à analyser, c'est qu'il est diffus et ne procède pas d'une seule veine : patrons de presse ou magnats du bouquet numérique, bailleurs de fonds ultra-puissants, pouvoir anonyme de l'institution, suprême ordinateur, ou encore pouvoir de personne, conséquence et non volonté, phénomène arbitraire et incontrôlable, ... Les réponses sur leur pouvoir sont multiples et évoluent sans cesse selon des conjonctions de circonstances liées à l'actualité, aux goûts du public, aux nouveaux espaces ou marchés, et encore aux vedettes de l'institution

médiatique. Des journalistes « starifiés » peuvent passer de la puissance et de l'influence la plus grande, que leur confère leur image sur l'écran, à l'oubli, ou la mise au placard par la direction de la chaîne. Ainsi le pouvoir considérable des vedettes du petit écran ou de la radio ne tient qu'à un fil, et peut être contrôlé ou jugulé, car la puissance des médias est avant tout le résultat d'une relation au sein de l'institution.

La nature de leur pouvoir pose deux questions, celle de la légitimité et celle de la responsabilité des médias. Pour Weber, il n'y a que trois légitimités possibles :

Le pouvoir traditionnel où l'autorité du passé justifie les choses, le pouvoir charismatique où l'individu, s'impose par le rayonnement de sa personne et le pouvoir rationnel ou légal, à savoir, un pouvoir qui repose sur des normes juridiques, un pouvoir délégué qui est la base de l'État de droit.

Le pouvoir des médias ne rentre dans aucune de ces catégories de légitimités. On ne saurait parler d'un pouvoir traditionnel quand l'image et le rôle du journaliste a tellement changé en trente ans. La stature de surhomme que confère la présentation du journal télévisé de 20 heures, est la conséquence d'une légitimité récente et non traditionnelle. Le pouvoir charismatique, que certains animateurs infatués de leur ego attribuent à l'affection que leur portent les spectateurs, est surtout le fait d'un conditionnement. En vingt ans de passages télévisés, obtenir une sorte de charisme automatique, est une chose aisée et bien éloignée de ce qu'entendait Weber en évoquant le pouvoir des prophètes ou des rois thaumaturges. Enfin, le mode de recrutement des médias étant exclusivement celui du copinage, de la cooptation, il ne peut s'apparenter à un pouvoir légal, c'est à dire un pouvoir par délégation, s'adressant à une compétence estampillée, reconnue par différents procédés d'une sélection démocratique.

En conséquence, il n'y a pas d'idée traditionnelle de légitimité dans les médias. C'est un pouvoir de fait, qui ne repose sur rien, et qui se justifie par un discours simpliste et hypocrite - eu égard aux attitudes de certains - sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. La presse révèle fréquemment de faux scandales, quant aux vrais, elles en révèle autant qu'elle en étouffe.

Une idée simple et rassurante veut qu'il n'y ait pas de pouvoir sans responsabilités, cependant, l'observation des médias montre au contraire que plus un pouvoir est grand moins il est responsable. A l'instar de la mère du roi des Perses dans la pièce d'Eschyle, qui ne sachant pas encore que son fils

POUVOIR DES MEDIAS

a perdu les guerres médiatiques, s'exclame : s'il gagne, il sera le plus grand, s'il perd, il sera encore le roi, les médias peuvent d'autant plus facilement engager leur responsabilité que leur pouvoir est grand et que par là même il est irresponsable. Les pouvoirs publics ne peuvent contrôler, limiter ou sanctionner leur pouvoir. Seul le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, sigisbée du RPR, se permet d'émettre sporadiquement des impressions ou des critiques quant à la « moralité » de certains programmes. Il n'y a cependant pas de limites politiques au pouvoir des médias et ces derniers brandissent la sacro-sainte liberté d'expression à tout bout de champ pour se blanchir des moindres conséquences d'un comportement entraîné par la conscience du pouvoir et l'irresponsabilité qui en découle. A cet égard, les médias agissent comme les médecins ou les hommes politiques, avec cette tendance à faire un barrage corporatif quand l'un des leurs est mis en cause, à se juger entre eux, et avec ce même orgueil d'avoir « sa conscience pour soi ».

L'irresponsabilité des médias, ce n'est pas seulement la diffamation, c'est aussi le droit institutionnalisé de dire n'importe quoi sans que personne n'ait la possibilité de répondre. L'institution médiatique fonctionne selon des logiques et des conditions d'exercice du pouvoir spécifiques.

La première logique des médias est de remplir. Si l'information est pauvre, il faut la gonfler pour remplir l'espace prévu et par des procédés divers, il faut faire tourner la machine. A l'inverse, quand il y a un trop-plein d'information, celle-ci est sélectionnée et cette nécessité objective, ce pouvoir de sélection va promouvoir un certain nombre d'informations au détriment d'autres, selon la ligne éditoriale du parti, syndicat ou gouvernement qui truste la rédaction. L'information dont on ne parle pas, n'existe pas !

La logique de l'institution est de faire de l'audimat, de s'adresser à un public, qu'elle souhaite de plus en plus nombreux. Les médias ne sont pas dans un rapport de filiation, dans un rapport de continuité ou de transmission mais dans une logique d'audimat. Gagner de l'argent est devenu une course et souvent une nécessité de survie (le coût de la presse écrite étant de plus en plus élevé). La conséquence structurelle de ce phénomène, sur le pouvoir des médias, est une tendance grandissante au sensationnalisme, une quête du public le plus large possible et une exigence de rapidité pour ne pas lasser le spectateur. Le style des médias est de présenter chaque chose ou événement comme neuf, sans précédents ou références. Pour eux, rien n'est vieux de plus de deux jours, toute complexité ennuie, toute longueur lasse et le portrait robot de l'auditeur idéal est celui d'un analphabète amnésique.

Tout ceci est la clef d'un paradoxe. Chez les médias audiovisuels, la concurrence aboutit à l'uniformisation, alors qu'on pourrait penser que la multiplication des chaînes développe la diversité. S'adressant à un public le plus large – il n'y a que deux ou trois recettes connues pour s'adresser à ce public – les médias reproduisent la même chose partout, la même salade dans différents paniers. La presse écrite semble prendre le contre-pied de cette constatation, car elle est davantage plurielle et les revues spécialisées se vendent désormais mieux que les revues généralistes.

Les conséquences du pouvoir des médias méritent d'être approchées. Ce pouvoir joue un rôle important dans l'édition, par exemple, avec l'influence que certaines émissions littéraires confèrent à un livre ou à un auteur, subordonnant la notoriété d'un tel à son image médiatique, au marketing, plutôt qu'à son talent. Autre conséquence de ce pouvoir croissant, les médias s'estiment compétents sur à peu près tout, ils sont le juge normal de tout, tout passe par eux. Ils ne sont plus seulement des truchements, mais ceux qui explicitent, les spécialistes, les experts.

Les conséquences politiques de ce pouvoir s'observent dans la rencontre des médias et du pouvoir traditionnel. Une des questions que pose cette rencontre est la suivante : la télévision fait-elle l'élection ?

La télévision a une influence sur les circuits de décision à l'intérieur du monde politique. Les médias ont contribué à la personnalisation des hommes politiques et à la dévalorisation des partis de telle manière que si la logique d'organisation interne des partis politiques n'est plus représentée (peut-être aussi par souci d'opacité), c'est que les *leaders* politiques utilisent les médias pour s'imposer au sein de leur formation politique et même au sein du gouvernement. Il suffit de considérer le nombre de députés ou de maires soucieux de montrer leur image à la télévision pour ne pas douter du pouvoir de celui qui contrôle l'image et sa diffusion.

Par ailleurs, les médias n'hésitent pas à promouvoir un certain nombre de valeurs et de thèmes politiques, sur lesquels les hommes politiques sont souvent obligés d'embrayer. L'écologie par exemple, fut une de ces modes développées par les médias pendant un temps, que les hommes politiques doivent suivre sous peine d'être écartés ou relayés. Les hommes politiques sont donc présentés comme à la remorque des médias, qui eux même sont à la remorque d'une opinion publique qu'ils contribuent par ailleurs à former. Dans ce rapport de cause/ conséquence inversée, l'homme politique, qui souhaite paraître en phase avec son époque tel un intellectuel, cornaqué par ses conseillers en communication, adopte généralement le point de vue des

POUVOIR DES MEDIAS

médias car il en a peur. Cette peur a pour équivalent la sollicitude dans laquelle certains médias tiennent certains hommes politiques.

A l'inverse des pays européens, la France donne l'impression que ses médias ne critiquent le gouvernement que lorsqu'il oeuvre pour le bien du pays. Le défaitisme et l'intoxication des médias français au moment des négociations du GATT, n'ont pourtant pas empêché les parlementaires de soutenir le gouvernement. Peut-être aussi qu'à ce moment, certains eurent davantage peur de leurs électeurs que des médias.

Les médias ont complètement phagocyté certaines représentations ou actions politiques. Ainsi, leur pression et leur outrecuidance dans le domaine de la culture sont telles, que, quelle que soit la majorité au pouvoir, depuis presque vingt ans, les ministres de la culture, ont tous fait la même chose et semblent les clones fades et grotesques d'une projection médiatique de valeurs fluctuantes et incertaines.

Enfin, dans le processus électif, l'influence des médias est moins remarquable que les analystes en la matière veulent bien le laisser croire. Quant à la science des conseillers en communication ou celle des experts du sondage (comme ceux qui donnaient Jacques Chirac perdant lors des élections présidentielles de 1995), il n'est pas malaisé de croire qu'elles atteignent vite les limites de la démonstration et de la réalité. Par ailleurs, les grands débats télévisés, tendent à ne plus avoir l'importance qu'on leur conférerait autrefois. Cela est d'autant plus vrai que ces débats sont de moins en moins intéressants et déterminants, car celui qui est en tête des sondages, soit n'accepte pas le débat, soit accepte un débat à ses conditions (Mitterrand supprimant le plan de coupe dans le débat télévisé de la campagne présidentielle de 1988, pour que les spectateurs ne voient que le jeu de l'orateur et non les réactions de l'interlocuteur), c'est-à-dire bien souvent un débat aseptisé, le contraire du débat d'où doit naître le jeu démocratique.

Alors que la forme historique de l'État-nation se trouve aujourd'hui contestée, nul doute que les fondements sociaux et politiques appelés par la construction européenne et la constitution d'une citoyenneté universelle et démocratique, questionnent aujourd'hui cruellement le pouvoir des médias. Au sein des ambitions et des devoirs des nouveaux espaces démocratiques à penser et à vivre, la responsabilité des médias est à la hauteur des enjeux intégrateurs voulus par ce que Jürgen Habermas appelle le pouvoir communicationnel.

Alexandre MASSONNET

Splendeurs et misères des journalistes

Les régimes dits démocratiques peuvent avoir des institutions fort différentes les uns les autres, ils ont en tout cas un point commun, en plus de celui de l'élection des gouvernants au suffrage universel : le respect de la liberté de la presse. Celle-ci est en effet une condition *sine qua non* de la participation du citoyen au débat nécessaire, parce que la presse l'informe sur son environnement, sur les idées et lui permet ainsi normalement de se faire une opinion. Le journaliste a un rôle clé dans le fonctionnement de notre société : pour cette raison, il est en butte à de multiples critiques, justifiées parce que la responsabilité importante du journaliste exige que l'on soit exigeant avec lui, souvent injustes dans la mesure où tout et son contraire lui sont demandés, et que l'on s'irrite de ce qu'il n'arrive pas à tout concilier. Il ne se passe pas une année sans que d'éminents universitaires sortent un opuscule sur l'incompétence des journalistes et par conséquent leur rôle néfaste au bon fonctionnement de la démocratie, surtout quand ils sévissent à la télévision (1).

Mais quel est le rôle exact du journaliste ? La réponse à cette question est diverse : elle dépend du type de média dans lequel le journaliste exerce sa profession - presse quotidienne nationale d'information générale, presse régionale et locale, presse magazine spécialisée, audiovisuel. Les contraintes auxquelles il se heurte sont nombreuses. Nous n'en verrons ici que quelques-unes dont celle, majeure, du temps. Les médias sont à la fois un

■ (1) Cru 1997 : Pierre Bourdieu, « Sur la télévision », Collection « Raisons d'agir », Liber éd. 1997.

... DES JOURNALISTES

univers divers, non pas tant par les méthodes de travail que par les finalités de celui-ci ; ou comment servir la démocratie par différents moyens... (2)

L'image courante du journaliste répond à la définition de critique des pouvoirs qui débusque les mensonges, d'impertinence même ; elle est celle de la presse nationale d'information générale, la plus prestigieuse, la plus politisée aussi mais pas la plus lue. La presse régionale et locale est déjà en retrait par rapport à cette conception du métier : sa vocation première est de « valoriser, construire, encourager ce qui va bien, les réussites, les succès locaux », explique Dominique Gerbaud, rédacteur en chef adjoint de *La Nouvelle République du Centre-Ouest* (3). Contrairement au journaliste de la « presse parisienne », le localier est immergé dans la communauté de ses lecteurs, il vit ses préoccupations au jour le jour. Il est donc plus porté à mettre en valeur ce qui soude la communauté, ce qui renforce le sentiment d'appartenance de chacun de ses membres. Le localier s'intéresse à tout le monde, au-delà des barrières sociales ou ethniques, il « met son influence au service des humbles », tel un journaliste-public. Bien sûr, la fonction critique n'est pas écartée, mais elle est modulée, explique Dominique Gerbaud qui cite Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde* : « Le journaliste doit pouvoir tout dire mais pas n'importe quand ni n'importe comment ». Pas facile d'épingler ceux avec qui on est bien obligé de travailler et donc de composer.

Cette difficulté se retrouve dans la presse d'information générale, où nous incluons quotidiens et *newsmagazines* tels *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* ou *Le Point*. Elle est apparue nettement lors d'affaires touchant un domaine auquel les Français attachent de plus en plus d'importance : la santé – les affaires du sang contaminé et de la vache folle. La demande des Français a été ici celle d'un travail critique de la part du journaliste : dites-nous la vérité car nous n'avons pas confiance en ce qu'affirment les professionnels (évidemment, les producteurs de viande voudront minimiser les risques), les politiques se doivent de ménager les groupes de pression (notamment le ministre de l'Agriculture)...

Mais une fois les affaires dévoilées, la demande s'est modifiée : en effet, on a reproché aux journalistes d'être allés trop loin dans leur investigation, d'avoir démesurément grossi les risques réels et, pour finir, d'avoir semé la panique parmi la population. Avec diverses conséquences : après la crise de la vache folle, les ventes de viande de boeuf ont baissé de 15 %, des fermiers ont dû abattre une partie ou la totalité de leur bétail... Plus grave – car maintenant le montant des ventes a retrouvé son niveau d'avant la

■ (2) Lire l'enquête sur une profession méconnue de Jean-Marie Charon, « Cartes de presse », collection « Au vif du sujet », Stock, 1993.

■ (3) Dominique Gerbaud, « La presse locale, facteur de cohésion sociale », in *Communication et langages*, n° 109, pp. 10-16.

crise – la médiatisation à outrance de cette affaire ainsi que celle du sang contaminé aurait destabilisé les institutions, miné la confiance des Français en leurs gouvernants, apparemment plus soucieux de rentabilité et de certaines franges de leur électorat que de santé publique, la confiance même en leur médecine. Le journaliste se doit donc aussi de rassurer.

Un autre exemple est celui relatif aux affaires touchant les hommes politiques ; d'une part, on demande à la presse d'enquêter sur les pratiques du personnel politique et de n'en rien cacher au citoyen, de rendre la vie sociale transparente en quelque sorte : on les félicite, justement, pour avoir révélé des affaires comme le Rainbow-Warrior (du nom du bateau de l'organisation Greenpeace coulé par la DST en 1985) ou Péchiney (délits d'initié où était mêlé Roger-Patrice Pelat, l'ami du président Mitterrand). Mais d'un autre côté, on leur reproche de s'acharner comme des « chiens » sur leur proie, jusqu'à ce que celle-ci, dans les cas extrêmes, n'ait plus que le refuge de se donner la mort (suicide de Pierre Bérégovoy le 1^{er} mai 1993). Les journalistes seraient alors irresponsables : leur plume tue, aussi bien les individus que les institutions ou les réputations, sans tenir compte d'un devoir de réserve, au nom d'intérêts supérieurs de l'État ou de l'éthique.

Les médias ne sont pourtant pas responsables de l'état de délabrement actuel des mœurs politiques ; et s'il est vrai que certaines affaires peuvent paraître démesurément grossières par la presse, comme celle concernant l'appartement d'Alain Juppé pendant une bonne partie de l'été 1995, c'est aux hommes politiques de s'imposer un idéal de probité.

Ce souhait d'un journalisme d'investigation est également contrarié par une autre demande contradictoire de la part du public : celle d'un journalisme dit « pédagogique », adjectif qui fait fureur dans toutes les rédactions et les écoles de la profession, ce qui signifie qu'il n'est pas prêt de disparaître et qu'il correspond à un réel besoin. Le monde complexe dans lequel nous vivons, la spécialisation de plus en plus poussée de sciences qui se ramifient constamment en de nouvelles branches, l'apparition de *cybertechnologies hypertextuées*, tout ceci nécessite des traducteurs pour décoder cette complexité, aider le lecteur à y trouver sa place. Les quotidiens ont au fil des années développé leurs rubriques scientifiques, de médecine, créé des suppléments ou des dossiers hebdomadaires consacrés à ces domaines, qui prennent ou seraient destinés à prendre une place importante dans nos vies (dossier Eurêka sur la science de *Libération*, supplément multimédias du *Monde*, par exemple).

... DES JOURNALISTES

Mais c'est surtout à la presse magazine, qu'est dévolu ce rôle pédagogique. Cette presse est très spécialisée : il existe des magazines d'automobiles et de droit constitutionnel, de médecine et d'informatique, de psychanalyse et de vie des entreprises... Le journaliste qui y travaille devient lui-même, par la force des choses, un expert dans son domaine : il fréquente les chercheurs, les professionnels de cette spécialité, est plongé dans leurs travaux, leurs vies. Cela est nécessaire : il serait autrement vite dépassé et ne pourrait informer correctement ses lecteurs, encore moins leur expliquer les enjeux, le pourquoi de l'intérêt de telle démarche ou la nécessité de telle décision.

Il y a pourtant risque que le journaliste ne devienne plus qu'exclusivement expert, au détriment d'une fonction critique qui ne peut être entretenue qu'avec un certain recul avec son domaine de spécialisation. A force d'être plongé dans la même eau que les professionnels, il risque de ne plus devenir qu'un tuyau de conduite par où passent les idées et certitudes, et pire, les intérêts, qui baignent dans cette eau (4). Pour revenir à l'exemple de l'affaire du sang contaminé, celle-ci n'a pas été révélée par des journalistes scientifiques, mais par des généralistes, en l'occurrence ceux de *L'Événement du Jeudi*. Parce que les généralistes gardent leur naïveté de non-connaisseurs, ils restent du côté des lecteurs malgré tout, ligne de conduite qui doit rester la leur.

Il est difficile pour une seule personne d'avoir en même temps la connaissance pointue nécessaire pour jouer son rôle pédagogique, et le recul propre au généraliste...

La télévision, elle, est-elle critique ? Certainement pas, du moins pas dans ses journaux (elle l'est plus dans les magazines de reportages, qui est de fait la forme la plus élevée, dans l'ensemble, de l'information télévisée). L'image et l'actualité en direct privilégient de part leur nature l'émotion. Comme le remarque Jean-Marie Charon, le discours de la télévision est plutôt celui-ci : « *Nous vous proposons d'être au cœur de l'événement* » (la chute du mur de Berlin, les manifestations et la chute des Ceausescu en Roumanie en décembre 1989, la guerre du Golfe en janvier 1991 sont les exemples les plus marquants où le téléspectateur avait l'impression de monter lui aussi dans ce fameux « *train de l'Histoire qui s'accélère* », selon l'expression alors chère à PPD) ; il n'y aurait aucune raison de s'en offusquer si le téléspectateur était aussi un lecteur, si aucun ne se contentait de la télévision pour être informé mais allait compléter les images par du texte qui seul fait réfléchir. Il y a bien sûr risque de dérives. Elles peuvent

■ (4) Jean-Marie Charon, *op. cit.*, chapitre sur L'illusion de compétence, pp.130-138.

être de deux ordres, quand les journalistes vont trop loin dans le sens de la satisfaction du téléspectateur de base :

- pousser trop loin la propriété spectaculaire de l'image, vouloir faire à tout prix du sensationnalisme, un peu à l'américaine, et que la télévision devienne ce qu'annonce le phénomène des « vidéo-vautours ». Ces vautours se planquent dans une camionnette où est réuni tout le matériel de prise de vue nécessaire ; ils se branchent sur le scanner de la police locale. Quand ils entendent, par exemple : « meurtre dans la 8^e Avenue », ils se précipitent pour arriver sur place avant la police, et filment tout : le cadavre baignant dans son sang (plus il y en a, mieux c'est), l'arrivée des policiers. Ils montent leurs images en toute vitesse et les passent sur les chaînes locales. A Miami, c'est cette chaîne des vautours qui a le plus fort taux d'audience (5). Cela parfois rejoint une certaine complaisance à zoomer sur des larmes, comme celles d'un otage de retour du Liban en mai 1988...

- traiter absolument des sujets « quotidiens » et en faire un événement par le temps qu'on y consacre : en décembre dernier, la France grelottait, et le froid était devenu un grand sujet de conversation. Pendant plusieurs jours donc, le froid a ouvert la plupart des journaux télévisés ; nous eûmes droit ainsi, le 28 décembre, dans le journal de Jean-Claude Narcy sur TF1, à un quart d'heure de reportages divers sur le froid. Exemples de sujet : Est-ce que les contractuelles continuent à travailler quand il fait - 8^o C dehors ? Visite dans la Sibérie française, le Jura, pour arriver à la conclusion, au bout d'une minute de micro-trottoirs : bah ! que oui, les habitants de la Sibérie française sont habitués à avoir de la neige l'hiver... et que celui-ci n'a rien d'exceptionnel... Tout le reste de l'actualité a été traité après et en reportages de 2 minutes chrono. Ce cas est un peu extrême, mais il illustre une des règles du journalisme, et particulièrement de l'audiovisuel : privilégier ce qui touche directement les Français dans leur vie quotidienne. De plus, le froid est le type de sujet consensuel par excellence, tout le monde est touché par le froid (inégalement sans doute, mais bon : tous les soirs, il y a eu un reportage sur les mendiants de la rue, après celui sur la joie des enfants à glisser sur les lacs gelés), cela renforce le sentiment d'appartenance à une même communauté, celle des Français. Cela en devient presque exaltant. Peut-être ce journalisme-là répond-il lui aussi à une attente de la population ou à l'attente d'une certaine population.

■ (5) Intervention de Michel Fansten, directeur de recherches au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, lors d'un séminaire au Centre de Formation des Journalistes.

Le journalisme est une profession extrêmement diversifiée, qui utilise des méthodes tout aussi diverses, pour plusieurs types de publics et plusieurs conceptions du métier. On ne peut exiger des réflexions construites à la

... DES JOURNALISTES

télévision, ce n'est pas son rôle. Par contre, les dérives existent bien, et elles sont souvent dues à une contrainte majeure des journalistes actuels : celle du temps.

Une des exigences des médias est d'être rapide, et les premiers sur une information pour faire face à la concurrence de leurs confrères. Dans le même temps, faute de moyens financiers suffisants, le nombre de journalistes dans les rédactions est trop faible. D'où, pour faire vite dans certains domaines, la reproduction de dossiers de presse envoyés par le service de communication pour un film, par exemple, qui suggère ce qu'il faut penser de l'oeuvre, et fournit photos et *interviews* des comédiens toutes prêtes. Plus grave, même s'il est déjà ennuyeux que les journaux se transforment en support publicitaire dès qu'un film à gros budget sort, les journalistes n'ont parfois pas le temps d'éplucher les comptes qu'une grande entreprise leur envoie et se contentent de lire l'explication de ces comptes, jointe aimablement par le directeur de la communication de ladite firme. L'esprit critique et la fonction de tri de l'information du journaliste sont bien mis à mal dans ces conditions. Les rédacteurs ne peuvent pas toujours prendre le temps de vérifier une information, de téléphoner à une source.

Alors souvent ils s'en remettent soit à leurs confrères (dans les rédactions, les télévisions et les radios sont allumées en permanence et les piles de journaux s'accumulent) soit, surtout, aux agences de presse comme l'AFP (la première évidemment en France) mais aussi Reuter et AP (Associated Press). Les rédactions sont abonnées à une ou plusieurs de ces agences qui couvrent le monde entier et se livrent une guerre du temps impitoyable. Elles doivent chacune être la première à donner une information si elle veulent satisfaire leurs abonnés : si un média remarque par exemple que l'agence X à laquelle il est abonné est souvent en retard sur l'agence Y, il résiliera son abonnement et ira voir Y. Il ne faut cependant pas croire que les retards sont importants : ils sont de l'ordre de la minute. Les agences font régulièrement ce qu'elles appellent des contrôles horaires sur les événements couverts. Lors des dernières élections présidentielles américaines en novembre 1996, les contrôles montrent que c'est AP (l'agence américaine) qui a donné la

Note-Washington

— Contrôles horaires élection Clinton

PARIS - 06/11/96 - 1100 - USA-ELECTIONS (GMT)
-- CLINTON REELU --

AP domestic alert	0158	President Clinton re-elected decisively to second term
RTR bull P1	0159	Clinton wins U.S. presidential election - CBS
AFP EAA bull P2	0200	US President Bill Clinton was reelected Tuesday to a second four-year term, CNN and NBC television networks said.
AP world alert	0200	Clinton is re-elected U.S. president
AFP EUA bull P2	0202	Bill Clinton a été réélu président des Etats-Unis, selon les chaînes de télévisions américaines.

première l'information de la réélection de Clinton à 1 h 58 du matin (GMT), suivie par Reuter à 1 h 59 et l'AFP à 2 h 00...

La vitesse requise dans l'information recèle cependant un piège : les médias attendent autant de fiabilité que de rapidité de leur agence, car il est de règle qu'un journal qui publie une information fausse donnée par une agence est responsable à 50 %, au même titre que celle-ci : il n'avait qu'à vérifier les faits. Or nous avons vu qu'il en a rarement le temps ; la responsabilité qui pèse sur les agences de presse est donc très lourde. Peuvent-elles concilier vitesse et rigueur ? Le plus souvent, il faut souligner que les agences font du bon travail, mais parfois la machine s'emballe : manque de temps, de moyens pour vérifier une information ; même si on n'est pas sûr de sa validité, il vaut mieux en parler car l'on risque de se faire doubler par la concurrence. Des faux pas interviennent comme lors de la publication du rapport des deux scientifiques australien et néo-zélandais sur les conséquences écologiques et sanitaires des essais nucléaires français dans le Pacifique Sud le 16 août 1995 (juste après la décision du président Chirac d'entreprendre une dernière série d'essais nucléaires à Mururoa) (6).

Ce rapport était rassurant pour la santé des habitants à court terme mais n'excluait pas des risques importants sur l'environnement, surtout à long terme. Un rapport beaucoup moins négatif qu'on ne s'y attendait, vu la nationalité des chercheurs et les campagnes anti-nucléaires menées dans leurs pays respectifs, mais pas entièrement favorable cependant aux autorités françaises. Ces réserves seront largement édulcorées dans la dépêche de l'AFP (seul média français présent à la conférence de presse) du 16 août : « *Les experts ont pu conclure qu'il n'y avait pas de danger pour les personnes habitant loin de Mururoa* » (7) et c'est sur la base de cette dépêche que la quasi-totalité des médias français feront leurs comptes rendus et leurs commentaires. Que s'est-il passé ? Manque de temps de la part du reporter de l'AFP à Brisbane pour s'assurer que son interprétation était conforme à la tonalité générale du rapport. Les rédacteurs de l'AFP sont soumis de plus à un impératif de réduction : les dépêches ne comportent que peu de mots, l'information principale, considérée comme la plus neuve, la plus « accrocheuse » (ici, la relative bienveillance du rapport) est mise en avant, elle est simplifiée. Et c'est ainsi que tout le monde en France est induit en erreur. La mise au point que font les scientifiques dix jours plus tard à la presse internationale, où ils précisent que « *leur étude concluait aussi que les essais provoquaient des dégâts géophysiques sur la structure de l'atoll* » (8), ne bénéficie que de quelques lignes dans *Le Monde* le 26 août, tant il est vrai que les rectificatifs et démentis ont une portée minime.

■ (6) Lire l'article de Grégory Deville, « Quand la machine médiatique s'emballe » in *Communication et langages*, n° 109, pp. 17-32.

■ (7) Cité par Grégory Deville, *ibid.* 6

■ (8) *Ibid.* 6.

... DES JOURNALISTES

Comment concurrencer l'horloge qui tourne à toute allure ? Que ce soit les agences de presse ou l'ensemble des journaux, radios et télévisions, les médias dans leur ensemble manquent d'une arme contre le temps : celle des moyens financiers et donc des effectifs. Les journaux ne peuvent s'offrir des correspondants réguliers à l'étranger, des équipes conséquentes de reporters, de rédacteurs qui pourraient ainsi vérifier leurs sources et prendre plus de recul par rapport aux flots d'informations qui les submergent. Veut-on se donner les moyens d'une presse efficace...

Véronique HALLEREAU

Entretien avec Lucien Sfez

Communication : fin d'une idéologie

➡Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), Directeur de la formation doctorale « Communication, technologies et pouvoir » et du Centre de Recherches et d'Études sur la décision administrative et politique, Lucien Sfez est également l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'analyse des fondements du pouvoir politique, et de la symbolique que ce pouvoir met en jeu pour diriger la société et lui donner du Sens.

Dans son dernier ouvrage, *La santé parfaite*, Lucien Sfez aborde la Communication et le Multimédia comme des questions dépassées, supplantées par une obsession nouvelle, axée autour de l'essor des biotechnologies et de l'aspiration à toujours plus de pureté du corps. Une obsession dont l'ultime finalité n'est que le désir humain d'accéder aux deux prérogatives divines que sont l'immortalité et le pouvoir de créer la vie.

Comment sommes-nous entrés dans l'ère communicationnelle ? Comment sommes-nous en train d'en sortir ? Genèse, vie et mort de la démocratie médiatique...

● Cité : Lucien Sfez, je vous propose pour point de départ de replacer cet entretien dans l'axe des trois thèmes qui ont successivement porté votre réflexion ; les processus de décision, la communication et les nouvelles utopies biotechnologiques. Et tout d'abord, les origines...

Lucien Sfez : Ces trois thèmes marquent une évolution que j'ai abordée sous l'angle de la prospective. Au départ, j'étais agrégé de Droit public et de Sciences Politiques. A ce titre, je connaissais très bien les problèmes liés au rôle de l'administration et des institutions auxquels s'affrontaient les constitutionnalistes lorsque j'entrepris mes premières recherches. Ces débuts s'inscrivaient sur fond d'une époque aux antichambres de 68, où l'on continuait d'appliquer les principes de la religion républicaine axée sur les élections et le suffrage universel. Les querelles étaient vives autour du gaullisme et des questions de légitimité du pouvoir exécutif : devait-il être

fort ? Dépendant ou indépendant de l'Assemblée ? La V^e République s'installait dans le cadre d'un débat sur l'organisation du sens tournant autour des valeurs démocratiques constitutionnelles et de la meilleure manière de les aménager. Les autres problèmes étaient subordonnés à ces questions autour desquelles se structurait toute la société, et le modèle politique était alors, soit dans l'agrégé de grammaire au poste de Président, soit dans le Conseil d'État ou le professeur de Droit, responsables ministériels ou administratifs.

Ainsi, le souci de manger, par exemple, n'était pas lié à une recherche du sens. Celle-ci résidait bien dans la Démocratie elle-même et dans ses règles constitutionnelles. La France se logeait, mangeait... s'équipait. Avec la 4 CV, elle avait découvert l'automobile de masse. Et la santé, par exemple, n'était pas encore un objet de préoccupation essentiel. Notons ainsi, dès maintenant que l'utopie de la santé telle que nous la vivons aujourd'hui est une utopie de riches repus.

Après 1968, un changement a été sensible, rompant avec cette organisation politique et constitutionnelle du sens. Mais avant 1968 déjà, des signes que j'avais perçus l'avaient annoncé.

● **Cité : On retrouve souvent ce souci d'anticiper les évolutions dans vos travaux.**

Lucien Sfez : Cela est juste, je vois des choses parce que je veux les voir et qu'elles existent. Je ne suis pas du tout prophète... L'on peut dire que dans les années 60 aux États-Unis, dans les années 70 en France, s'est développée une idéologie se substituant peu à peu à la précédente. Aux États-Unis, l'année 1964 fut marquée par la « révolution de Berkeley ». En France, il y eut bien sûr Mai 68, qui reste pour moi un événement majeur à l'occasion duquel on a pu assister à la remise en cause des idoles républicaines : on voyait des étudiants rire au nez de de Gaulle brandissant la menace de la dissolution. Ainsi, Mai 68 a formalisé l'adieu à l'ancien système au profit de « l'imagination au pouvoir », et la gauche politique même, celle de Pierre Mendès-France et François Mitterrand, est restée impuissante devant cela, encore ancrée dans son ancien système légal de gestion des conflits par le recours au droit constitutionnel et à la raison éclairée.

Les années 60 avaient pourtant été marquées par un renouveau des manières de gouverner, avec une classe politique renouvelée, amenée par de Gaulle contre la vieille classe politique radicale-socialiste de la gauche, avec aussi l'instauration de l'élection du Président de la République au suffrage

universel direct. Le changement était important. Celui qui vous parle était étudiant en Droit en 1962, assistant de Paul Reynaud, et voyait bien cet ancien président du Conseil s'offusquer du principe d'élection du Président de la République au suffrage universel et de l'action réformatrice menée par de Gaulle. Mais tout cela n'a pas suffi à raviver une foi dans le politique que les révolutions étudiantes remirent au bout du compte radicalement en cause. Elles furent menées dans l'idée qu'il ne devait plus y avoir de hiérarchie et de légitimité politique à imposer des choses d'en haut, même sous couvert du suffrage universel ; « Élections, piège à cons ». Si l'on s'interroge sur le sens de cette remise en cause du politique, l'on constate que cela était révélateur d'une décennie 60 sans médiation politique, sans conflits sociaux parce qu'ancrée dans une formidable progression économique. Ainsi, mai 68 est né de jeunes qui s'ennuyaient, et ce n'était surtout pas des exclus - au sens actuel - qui dénonçaient là les conditions de leur exploitation. En février 68, Pierre Viansson-Ponte écrivit dans *Le Monde* : « La France s'ennuie », ce qui remettait les choses à leur place.

De l'avènement de la V^e République à Mai 68, l'évolution que nous venons de suivre amène trois réflexions. D'abord, nous avons ici l'illustration du fait qu'à un moment donné, une société peut voir remis en cause l'ensemble de ses systèmes traditionnels par un événement imprévu. Ensuite, l'on voit ici que la médiation politique a été supplantée par l'économique, jusqu'à effacer le politique ; la droite pouvait faire ce qu'elle voulait, le fait est qu'à la sortie de ces années-là, l'organisation du sens dans la démocratie ne passait plus par la politique. Enfin, troisième remarque majeure que nous pouvons faire, la fin des années 60 marqua le début de nouvelles manières de penser le politique, et donc de repenser le sens. Car une société ne peut pas vivre sans qu'il y ait un minimum d'ordre dans les esprits, aussi il fallait que l'ordre se retrouve ailleurs que dans le politique. Ce fut le point d'entrée dans un certain nombre d'idéologies techniciennes. Dans le domaine universitaire par exemple, Edgar Faure prit deux grandes mesures. Pour ceux qui voulurent continuer à s'agiter, discuter, fusionner... il créa Vincennes. Mais pour une université tournée vers un avenir technologique et technocratique, il décida aussi de créer Dauphine.

C'est là que j'ai vu fonctionner pleinement toute une idéologie, que je ne dirais pas libérale mais technocratique, qui consistait à vouloir remplacer le Politique par le *Décision Making Process*, par la Décision (1). Observant ce changement brutal, je l'ai lié à des événements antérieurs ; en 1962 McNamara avait recommandé à Kennedy, d'après ce que les ordinateurs disaient, d'envahir Cuba. De la même manière, McNamara devait conseiller

■ (1) Lucien Sfez, *Critique de la Décision*, PFNSP, Paris, 1973 (4^e éd. en 1992).

plus tard à Johnson de lancer la guerre du Viêt-nam, toujours en vertu des choix rationnels de la machine. C'était le modèle du *Planning Programming and Budgeting System*, le PPBS, dont le modèle arriva en France en 1968. En mai précisément, coïncidence que la conjoncture peut nous faire apparaître maintenant comme un gag symbolique intégral. Un décret de Michel Debré, alors ministre des Finances, en date du 13 mai 1968, traduisit le PPBS en Rationalisation des choix budgétaires ; la RCB. Ainsi, par un mélange de conjoncture et de choix idéologique, la RCB, forme importée du PPBS vint répondre à Mai 68, en s'érigeant en alternative rationnelle au politique au sens ancien.

Comme vous le souligniez, j'ai consacré un long temps de recherche à ces processus de décision, essayant de dégager les différents points par lesquels ils passaient, de leur genèse à leur mise en application. Car, outre le fait que l'idéologie de la décision apportait un renouveau de contenu, je m'interrogeai sur les chemins qu'elle avait suivis pour s'imposer en système de référence. Je pensais que le changement n'était pas venu de l'extérieur de l'ancien système, et précisément à une époque où beaucoup prônaient l'abandon du modèle social ancien, que certains portaient en Lozère ou ailleurs, j'essayais de montrer qu'aucun changement n'était envisageable si l'on se plaçait complètement en dehors du système. En revanche, je montrai que le changement était possible dès lors qu'on se plaçait à la jonction de plusieurs réseaux de décision de la société possédant chacun leur code de fonctionnement ; c'était ce que je nommai les principes de transcodage (traverser plusieurs réseaux de décision) et de surcodage (se situer à la jonction de plusieurs réseaux de décisions). Je réhabilitai de plus le rôle de la déviance dans sa capacité à établir des lectures liées et croisées des différents réseaux de la société, de leurs différents codes. L'avenir de la prise de décision et de la réalité du pouvoir se trouvait dès lors, après 1968, entre les mains de ceux qui se plaçaient à cheval sur « plusieurs mondes ». La reconnaissance politique ne suffisait plus.

● **Cité : Peut-on voir cette émergence d'une idéologie de la décision rationnelle comme une évolution désirée et motivée par le politique au cours des années 60, afin de réaffirmer sa position directrice dans le système, en des temps de croissance économique où sa légitimité et son utilité se voyaient remises en cause ?**

Lucien Sfez : Oui, certes... Mais la vérité est aussi que les choses ont profondément changé vers la fin des années 60. Le terme de « Politique » est resté, mais son contenu même a été remis en cause. C'est devenu un Politique technocratique. Les notions de « Ministre », « Président », sont

restées, mais se sont attachées à des forces financières et une administration énarchique, engendrant, de fait, de vrais changements politiques dont Giscard d'Estaing a été le premier exemple, succédant à Georges Pompidou, agrégé de grammaire et passionné d'art moderne. L'imagerie politique a survécu à 68, bien sûr, mais en s'emplissant d'un contenu nouveau, de formes nouvelles, répondant à la dégradation inévitable des images symboliques par l'application du système décisionnel PPBS. Dès Pompidou, le choix rationnel est entré dans la réflexion politique, avant que la période suivante ne le lie réellement à l'exercice du pouvoir avec Giscard d'Estaing.

Nouvelle évolution majeure, en 1976, Giscard d'Estaing fit appel au « meilleur économiste de France », Raymond Barre. La phrase est restée comme l'intronisation de l'économie politique en tant que science maîtresse, rigoureuse et rationnelle, qui allait régler les problèmes de bonheur, d'égalité et d'identité des hommes. Si aujourd'hui ces mots font sourire, sans vouloir dire du mal de Monsieur Barre, qui est un très estimable collègue d'Économie politique, connaissant vraiment son métier, il faut bien comprendre qu'en 1976, ils induisaient une manière de penser la société dont l'on attendait beaucoup. La notion de « premier économiste » impliquait de voir la vie comme un *steeple-chase*, avec un « meilleur de tous » pour changer la société.

Pour ma part, dès cette période, entérinant la reconnaissance générale de l'idéologie du choix rationnel, je cherchai ailleurs ce qui allait y succéder, selon le principe qui veut que, quand vous en êtes au point où des ministres, des autorités et les grands médias s'emparent d'une réflexion, c'est qu'elle tend à devenir l'idéologie dominante, or si elle tend à devenir l'idéologie dominante, c'est qu'elle est morte, en vertu d'une implacable loi de l'usure. En prenant un peu d'avance sur mon propos, je préciserai rapidement ici que c'est ce principe qui me permet de penser qu'aujourd'hui, Internet et la Communication sont des questions mortes. Plus aucun chercheur n'y travaillerait si ce n'est pour s'appliquer à y étudier précisément l'expression de cette loi de l'usure.

En 1976, j'étais en train de travailler à *La Politique Symbolique* (2), et dans ce livre, en travaillant sur les opérations et les images symboliques, je faisais le constat de la fin des macro-symboliques. Ainsi, de même que le politique avait perdu de son pouvoir, l'on pouvait aussi remarquer, bien avant la chute du mur de Berlin, que dans l'esprit des jeunes gens, le communisme n'avait plus d'avenir dès la fin des années 1970. C'est de cela qu'ont d'ailleurs profité François Mitterrand et le parti socialiste. Je constatai

■ (2) Paru aux PUF en 1978 sous le titre *L'enfer et le Paradis*, a été réédité sous le titre *La politique symbolique* en 1993, collection « Quadrige », aux PUF.

également que les micro-symboliques, portant sur les renaissances culturelles locales et le régionalisme, ne pourraient pas perdurer. Mon livre se terminait sur un chapitre titré « La politique éclatée » dans lequel j'essayais de montrer que précisément, plus rien ne s'interpénétrait. Puis, cherchant pendant quelques temps, errant sur des pistes variées, en Amérique latine, au Brésil, à Naples (3), en quête de modèles... d'un grand changement, non visible encore et qui allait nous révéler à une nouvelle pensée, j'ai finalement été interpellé, en 1980, par une floraison rapide de rubriques *Communication* dans la presse écrite. Ce mot n'était pas utilisé avant, de même qu'au terme de « Média », l'on avait jusque-là préféré celui de « Presse ». La presse s'était jusque-là essentiellement occupée d'elle-même, elle élargissait maintenant son regard à d'autres formes de communication. L'idée de Multimédia est alors apparue très vite. Dans l'édition des Sciences Humaines également, ont fleuri les termes de la communication, en particulier dans le cadre de tous les colloques de Royaumont menés par Edgar Morin. Trouvant là ce que je décelai comme l'idéologie montante à venir, j'ai commencé à constituer un corpus d'analyse, aux États-Unis et au Japon, impliquant la télévision, la radio, la presse, mais aussi les recherches sur l'intelligence artificielle, l'Informatique, les théories organisationnelles sur le développement de la communication dans les organisations, recoupant des réflexions de psychologie cognitive et de psychothérapie à l'américaine. De cela, je dégageai une épistémè commune à tous ces champs théoriques, permettant d'en dégager une destinée commune. Ce travail m'a pris huit ans, de 1980 à 1988 (4). Il décrivait en temps réel l'émergence de l'idéologie nouvelle succédant à la Décision : La Communication.

● **Cité: Dans ses travaux sur la société de Pouvoir, Michel Foucault expose le fait que les forces qui régissent une société ne sont jamais là où l'on croit qu'elles sont, c'est-à-dire dans le politique et les institutions. Pour Foucault, le pouvoir réel résulterait d'une forme d'endiguement interactif physique et moral de tous par tous, sur lequel le politique n'aurait finalement aucune prise. Dans les années 70, Foucault ne parlait pas de « Communication », mais n'était-ce pas le système de pouvoir qu'il décrivait ; ce mélange de discours médiatique et d'utopies progressistes auquel se rapporte toute une conception de la société, de la justice, de la connaissance ?**

Lucien Sfez : Je ne crois pas. A mon sens, Foucault a plutôt travaillé sur des pouvoirs, sur ce qu'il appelait des disciplines. Dans la version globale de *La politique symbolique*, je l'ai invoqué, trouvant intéressant qu'il ait pu faire une épistémè de différentes disciplines, sans la faire en politique.

■ (3) *Je reviendrai des terres nouvelles*, Hachette-Littérature, Paris, 1980 : cet ouvrage de Lucien Sfez est une étude de la démocratie italienne à travers un exemple illustrant parfaitement les principes de surcodage et transcodage, celui de l'administration de la ville de Naples.

■ (4) *Critique de la Communication*, Le Seuil, Paris, 1988. Réédité en 1990 et 1992.

Pour moi, c'était là un point très important, et j'ai essayé de montrer pourquoi. Mais, en revanche, puisque vous amenez Foucault, je pense que ma *Critique de la communication* est associée à une recherche d'épistémè qui est très voisine de ses travaux. L'idée de chercher une configuration théorique commune à des champs extrêmement hétérogènes, c'est bien une idée foucaldienne. Une configuration opposant les différents tenants de la technologie jusqu'à induire des dispositifs et des attitudes de pensée-machine et de pensée-organisme, renvoyant d'une part à des conceptions représentatives du monde, ou bien, d'autre part, à des conceptions expressives du monde, plus fusionnelles. Je voulais montrer l'opposition entre ces deux aspects du développement technologique, auxquels s'adjoint une troisième dimension avec le *tautisme* qui tend à les confondre l'un et l'autre (5).

Je noterai également qu'ici ma divergence avec Baudrillard est fondamentale. Ce dernier reprend la même analyse en concluant que l'on ne peut rien faire contre cette sidération technologique. Or depuis 1988, date de mon livre, de gros efforts ont été engagés afin de critiquer ces effets de sidération, et si nous sommes arrivés à une sorte d'équilibre actuellement dans nos relations avec les médias, c'est précisément qu'ils ont été portés à admettre qu'ils ne détenaient pas la vérité révélée. Je suis ainsi très heureux d'avoir pu mettre en évidence le principe du tautisme médiatique avant qu'intervienne la sidération généralisée qui a donné lieu à Timisoara. Mon livre est sorti en mars 1988 et Timisoara a eu lieu en décembre 1989, illustrant parfaitement le fait qu'à force de diffusion, dans les médias télévisuels, dans la presse écrite, dans *Le Monde* en particulier, d'informations reprises et non vérifiées, sur le principe qu'une image ne ment pas, alors que justement, avec d'autres, j'avais devancé ce genre de dangers, l'on en arrive à ne plus pouvoir croire aux vérités médiatiques. Si bien qu'aujourd'hui, la télévision est regardée du coin de l'oeil.

● **Cité : La télévision elle-même multipliant les autocritiques et autoanalyses...**

■ (5) cf. *Critique de la Communication*. Le *tautisme* est né d'un néologisme liant les deux notions de Tautologie et d'Autisme, sur lesquels repose l'idéologie de la Communication : répétition incessante d'un message afin d'en faire une information essentielle, puis disparition totale de ce message devenu information au profit du message suivant.

Lucien Sfez : C'est exact. Ce qui n'existait pas à l'époque. Cela est le résultat des efforts des théoriciens. Elle ne peut plus maintenant se présenter comme une vérité révélée. Mais revenons au principe d'une sorte d'interaction entre les différentes théories technologiques au sein d'une épistémè commune... A la sortie des *Mots et les Choses*, j'ai été très frappé par ce livre de Michel Foucault, et en particulier par le fait qu'il y a démontré à propos de l'économie politique, et sur le point précis des questions du travail, que Ricardo et Marx sont deux visages d'une même

pensée, disant que le reste (grandes batailles révolutionnaires, massacres sanglants...) n'est que rides et jeux au bassin des enfants. Appliqué à mes travaux et au champ des médias, cela explique qu'à un moment donné, les libéraux les plus extrêmes et les marxistes les plus orthodoxes ont été convaincus d'une même manière qu'il fallait accaparer le pouvoir des émetteurs médiatiques et que la réalité obéissait bien au principe selon lequel ces émetteurs avaient le pouvoir de produire le réel : d'un point de vue théorique, cette lutte pour la maîtrise des moyens de réalisation d'une idéologie se poursuit ainsi jusqu'à ce que l'idéologie change, puis la lutte renaît autour des motivations d'une idéologie suivante. C'est cela une épistémè, un système d'analyse amené à s'user et à périliter, au fil d'ailleurs d'une série de transitions, pour laisser place à l'émergence de l'épistémè suivante. Tout cela signifie qu'à un moment donné, s'érige une idéologie de référence qui pénètre tous les champs de la société. Ce qui m'importe le plus, c'est alors la notion très brutale d'enveloppe, de forme symbolique qui s'impose et qui caractérise cette idéologie. La forme symbolique « Communication », à un moment donné m'a très frappé, et dans la forme « Communication », l'évolution marquante a été le remplacement de la forme « émetteur » par la forme « récepteur » en tant qu'élément moteur de l'échange (6).

En élargissant cette théorie du « récepteur, moteur de l'échange » au-delà du champ des médias, l'on se rend compte que cette évolution a été générale. Avant, on raisonnait en termes de réalité construite par la représentation, aujourd'hui, l'on considère que la réalité est construite à l'intérieur du corps lui-même, donc depuis le récepteur de la réalité du monde que constitue notre corps. Ainsi, les biologistes Maturana et Varela expliquent qu'il n'y a pas de couleurs, mais uniquement des intensités lumineuses et que la couleur n'est qu'une représentation de l'esprit humain. Au plan des Sciences sociales également, on observe que des théories de la machine fleurissent dans la pensée organisationnelle, en psychothérapie, avec DSM-3R – Répertoire médical informatisé expliquant que les maladies obéissent à des développements structurels, de conception très proche de l'intelligence artificielle –, avec l'intelligence artificielle représentative, type « Herbert Simon », et s'opposant à l'intelligence artificielle connexioniste, expressive. Le but de ces différentes démarches étant de convertir technologiquement, les schémas organisationnels ou fonctionnels d'un organisme vivant. Avec Herbert Simon, l'intelligence artificielle se rapproche d'un homme normal s'occupant de tâches à court terme correspondant à une partie de nos activités, tel qu'il l'écrit dans *Human Problem Solving*. Cette

■ (6) cf. *Critique de la Communication*. Toutes les analyses portant sur la Communication et les Médias s'accordent aujourd'hui autour du principe selon lequel, ce n'est pas l'émetteur du discours qui génère autoritairement l'échange médiatique, mais que cela relève d'un rapport dans lequel le récepteur a un pouvoir décisionnel du contenu de l'échange, soit par contrôle de la connexion, soit par implication dans un mode médiatique interactif entre émetteur et récepteur. Cela implique que le média n'est plus créateur d'une réalité quotidienne de référence à laquelle doit se plier l'individu. C'est au contraire l'individu qui impose au média de prendre en compte sa réalité quotidienne.

intelligence est cependant limitée à celle d'un calepin électronique, capable d'enregistrer des situations. Mais la vie ne se limite pas à un jeu d'échec, relevant de cette logique d'accumulation, car la mémoire humaine est vagabonde et relève de mises en relations complexes d'éléments mis en oubli puis ressurgissant – tel que la question actuelle des biens des Juifs spoliés pendant la guerre, nous en donne l'exemple... Le présent est sans cesse en train de nous éveiller à des situations passées. Dans le cas de DSM-3R, les limites peuvent alors tenir au fait que c'est un système représentationnel qui cherche un schéma de programmation de la maladie, alors que la psychanalytique est plutôt d'ordre expressif.

● **Cité : Après l'idéologie de la Décision, comme modèle structurant du politique et de la société, nous sommes donc affrontés à l'idéologie de la Communication, une idéologie dépassant largement le cadre des simples médias de masse pour recouvrir un ensemble de procédés technologiques. Mais dans le cadre de l'idéologie de la Décision, l'on pouvait encore comprendre qu'il y avait là une forme de pouvoir, politique et technicien, profitant à des sérails déterminés, alors que dans le cas de la « Communication », l'on ne voit plus très bien qui profite de ce pouvoir médiatique et technologique qui semble nous dominer, aussi, plusieurs questions se posent face à ce pouvoir impalpable : En est-on au stade d'une Utopie nouvelle de haute technologie ? Toutes ces recherches scientifiques sont-elles aujourd'hui transposables en termes de projet politique et de projet de société ? Où est la place l'acteur politique dans la marche de cette idéologie ?**

Lucien Sfez : La Communication a produit une dilution du Politique, en même temps que son essor s'accompagnait d'un affaiblissement du Politique pour une autre raison, laquelle s'appelle mondialisation. La mondialisation, c'est précisément la forme communicationnelle que veut se donner le politique. Mais pour aborder la question de la place à laquelle peut prétendre le politique dans l'essor technologique que nous connaissons actuellement, il convient d'abord de faire un état des lieux de cet essor. Car à l'heure actuelle, les utopies technologiques ne sont plus communicationnelles. Après la Décision et la Communication, nous continuons de suivre la voie d'un développement technologique qui en est aujourd'hui à un stade que je qualifierais de biotechnologique (7). Internet et le multimédia ne sont plus des enjeux idéologiques, mais des réalités admises... C'est pour cette raison que dès 1990, je suis parti sur d'autres pistes... de la science d'abord, puis sur la piste de la science du Vivant, avec les projets Génome et Biosphère II. J'ai orienté mes recherches vers les milieux scientifiques

■ (7) Lucien Sfez, *La santé parfaite*, Le Seuil, Paris, 1995.

américains essentiellement, et j'ai fait là une rencontre inattendue : Walter Gilbert, me garantissant que dans le cadre du projet Génome (8), il pouvait décrire parfaitement un homme sur la seule analyse de son génome, selon le principe que les gènes nous déterminent avec une précision absolue, allant jusqu'à inclure le banditisme, la violence, la drogue, l'homosexualité, et même le gène du *homeless*. La communauté scientifique américaine s'interroge aujourd'hui dans des revues scientifiques sur ce discours assez étrange... (9).

Autre fait révélateur de l'essor d'une idéologie biotechnologique aujourd'hui : lors d'une visite rendue à des amis, à Berkeley, la maîtresse de maison m'a expliqué qu'elle s'était fait retirer les ovaires parce que sa mère et sa tante avaient eu un cancer des ovaires. Je lui demandais comment un chirurgien avait pu accepter de servir une telle démarche. Elle m'expliqua alors qu'elle avait passé un accord avec son médecin : il acceptait de l'opérer des ovaires moyennant quoi elle s'engageait à ne pas se faire pratiquer une ablation des seins. Cette pratique, au même titre que la précédente, étant très courante dans les milieux aisés américains, avides de purification corporelle. A propos de ce dîner, l'on m'a cru en pensant toutefois qu'il s'agissait là d'un épiphénomène californien... Mais le 21 décembre 1995, page 20 du journal *Le Monde*, il était mentionné qu'au Congrès International de Cancérologie, il a été conseillé aux femmes ayant des ascendances cancéreuses, de se faire opérer des seins et des ovaires. Cela témoignait que l'utopie n'était plus seulement californienne. Cet exemple est très intéressant sous deux aspects. Il est d'abord lié à l'Imaginaire ; c'est bien en référence à des ascendances que la décision est prise. Ensuite, il préfigure de toutes les mutilations ou adjonctions que l'on pourrait faire dans l'avenir sur le corps, par la thérapie génique. Je suis allé ensuite à Biosphère II (10). On m'y a tenu un discours parfaitement futuriste, décrivant Biosphère II comme la planète seconde, amenant également la perspective du voyage sur Mars, tout cela parce que l'homme se prépare une terre de moins en moins habitable ; il s'agissait de se donner les moyens d'aller créer ailleurs une humanité nouvelle, pour l'avènement d'Adam II, le nouvel homme, en harmonie avec la nature. Ainsi, les hommes et les femmes ayant vécu le projet Biosphère, préfigurant cela, étaient considérés comme ayant une santé parfaite, parce qu'ils n'avaient pas de cholestérol – ce que les responsables du projet appelaient « *the perfect body* ». La vérité est plutôt qu'ils étaient morts de faim... Mais nous étions en pleine utopie. Entre temps, à Boston, j'avais eu l'idée d'aller rendre visite à une femme remarquable, Evelyne Fox-Keller. Elle m'avait demandé ce que je

■ (8) Né en 1985 aux États-Unis, aujourd'hui mondialisé, le « *Human Genome Project* » se situe au croisement de la génétique et de la biologie moléculaire. Ce projet scientifique a pour objectif de permettre d'établir la carte génétique complète de chaque homme, à partir de quoi Walter Gilbert soutient que l'on pourrait prévoir les moindres comportements d'un individu. Affirmant cela au mépris des interactions de l'individu avec son milieu, Gilbert pose la double question des limites du déterminisme biologique et des potentialités de correction des comportements humains par manipulation génétique.

■ (9) Lucien Sfez remarque que ces revues ne sont pas spécifiquement des revues de biologie, et que les interrogations qu'il soulève sont transdisciplinaires dans le monde scientifique actuel.

■ (10) Construit en Arizona, au milieu du désert, Biosphère II est un monde sous cloches de verre, dans lequel un écosystème a été reconstitué, intégrant humains, animaux, végétaux ; Lucien Sfez, reprenant les termes des pères du projet, parle d'« écosystème insulaire fermé » (*La santé parfaite*, page 192) tendant à la constitution d'une « noosphère », terme caractérisant l'union équilibrée d'une « biosphère » et d'une « technosphère », mettant la science et l'ordinateur au service de la Vie. C'est dans cette arche technologique que durant deux ans, entre 1991 et 1993, quatre hommes et quatre femmes ont fait l'expérience d'une vie en parfaite autarcie. Biosphère II, « premier prototype d'une colonie martienne » (*La santé parfaite*, page 194).

recherchais exactement... ce à quoi j'avais répondu que j'étais à la recherche des nouvelles métaphores de la nature. Evelyne Fox-Keller m'orienta alors vers Christopher Langton, initiateur de l'*Artificial Life* (11), au Santa-Fe Institute. Sur le modèle de Herbert Simon et de l'intelligence représentationnelle, selon l'idée que la vie s'obtient dès lors que l'on peut créer une représentation de la vie, Langton me soutint que l'homme était devenu un dieu capable d'inventer ses successeurs. Il prévoyait à terme notre remplacement total par la machine, allant jusqu'à imaginer l'élaboration de droits de l'homme pour robots, et de la même manière des principes pénaux. L'utopie était complète. Nous n'étions plus dans le domaine des simples ajustements de la thérapie génique, ou des aspirations à un monde nouveau avec Biosphère II, mais encore plus loin, dans le domaine de la création d'un homme parfait, d'autant plus parfait qu'il ne devait plus être qu'une projection de l'homme.

Rentré en France, j'ai relevé les caractéristiques minimales communes à toutes ces utopies : l'isolement, la toute puissance du narrateur, les règles hygiéniques, la toute puissance de la technique et le retour à l'origine. Je fis les observations suivantes. D'abord, les laboratoires de recherche sont parfaitement isolés. Biosphère II est loin de tout, les laboratoires de génétique sont parfaitement isolés les uns par rapport aux autres. Il n'y a pas de communication. La question du secret prédomine. La toute puissance du narrateur ensuite car lorsque les hommes de science ont fini par rendre publique leur découverte, ce n'est plus un narrateur isolé mais c'est la communauté scientifique qui parle. L'application immédiate se voit aujourd'hui avec « la vache folle ». Personne ne sait ce qu'il en est réellement, mais il y a un danger possible, aussi, quelques experts relayés par les médias, entretiennent une espèce de peur générale. Autre principe, après la toute puissance du narrateur, le respect de règles hygiéniques qui dans les différents exemples, recoupe la purification du corps et la purification de la planète. Ensuite, la toute puissance de la technique qui se fonde sur le principe que la technique va régler tous les problèmes de notre société. Enfin, le retour à l'origine, qui est un retour à l'Adam d'avant la chute. Un Adam absolument parfait. C'est l'Adam II, sur le modèle suivi par les Jésuites pour refaire l'homme. Tous ces éléments s'imbriquaient très bien. Trop bien peut-être, et je me demandai si je n'étais pas moi-même victime d'un artefact causant cette trop grande harmonie. Mais un an après, je trouvai le livre qui me manquait. C'était l'ouvrage d'Howard Segal, *Technological utopianism in American culture*. L'auteur y relevait qu'entre 1880 et 1930, un très grand nombre d'utopies technologiques avaient vu le jour, écrites

■ (11) Partant de la définition donnée par Herbert Simon dans son livre *Sciences de l'artificiel*, selon qui l'artificiel est une imitation du réel dans sa dynamique sans qu'il y ait imitation de ses systèmes internes, Christopher Langton s'est donné pour objectif de recréer la dynamique de la vie. Pour Langton, la vie est avant tout caractérisée par la dynamique des rapports établis entre une multitude d'organismes simples, dans laquelle les processus biologiques ne sont que des éléments de l'ensemble. Aussi, son objectif est de donner informatiquement la vie, en décomposant ce phénomène complexe en un ensemble de phénomènes simples intégrés par un ensemble équivalent de machines aux fonctions complémentaires et mises en interaction.

non par des philosophes ou des romanciers, mais par des savants, des hommes d'affaires, vendues à des millions d'exemplaires, lues par tous les enfants américains. Ces mêmes enfants aujourd'hui devenus des adultes pétris de ce culte de la science. C'est là - dans ce « *technological utopianism* » - que s'opère le lien entre récits utopiques et pratiques utopiques. Le résultat visible de ce courant qui traverse l'Amérique du Nord, est qu'à l'heure actuelle, aux États-Unis, l'on compte déjà plus d'une centaine d'industries de bio-technologie - en France, nous n'en avons que quatre. Or c'est lorsque l'industrie se met à intégrer un phénomène, qu'il arrive à conquérir rapidement l'édition, la publicité et la cohorte des moyens médiatiques.

Après le déclin de la Communication comme figure religieuse, c'est l'avènement d'une nouvelle figure religieuse, celle du corps, plus durable sans doute que celle de la communication, car le corps humain est lié à une recherche plus profonde de l'Immortalité, ou à défaut de la prolongation de la vie humaine. Nous sommes là dans un cadre de science-fiction où la thérapie génique vient renchérir sur l'allongement croissant de la vie, et l'Utopie se fond lentement en Idéologie. On parle d'un homme de 120, 150 ans... Que pourrait alors être la société ? La question se pose au politique lui-même. Son action sera éco-biologique ou ne sera pas. Elle est déjà fortement pénétrée de ces questions-là. La conscience de cette évolution viendrait d'ailleurs éclairer beaucoup de débats actuels sur le Social, les questions liées à l'organisation du travail, les systèmes de retraite, la Sécurité sociale.

Propos recueillis par Alexandre RENAUD

La pensée sensible
de Michel Foucault...

Un poète en philosophie

*« Qui reste neutre s'attire forcément
la haine du vaincu et le mépris du vainqueur ».*

Nicolas Machiavel

*« Les hommes exceptionnels rencontrent des
oppositions dans les républiques corrompues ».*

Nicolas Machiavel

*« Cette folie, sel de la vie, seule manière de résister
à la métamorphose en mouton de bergerie ».*

Max Rouquette, *Vert paradis*

« Développez votre étrangeté légitime », voilà qui pourrait être la pensée motrice de la philosophie de Michel Foucault, liant intimement l'homme et son entendement, ses expériences sociales et intellectuelles, au coeur d'une démarche unique.

Michel Foucault débute dans le sérail, celui des classes préparatoires, des lycées fermés, des enseignements efficaces, des enseignements à concours... Un sérail qu'il déteste et qui le lui rend bien. On ne peut d'ordinaire pas lutter contre l'esprit supérieur des écoles parisiennes. Quand on y est passé, il ne faut pas cracher dans la soupe. Quand on n'y est pas passé, cela sonne aux mauvais accents de la rancœur. Le sérail exclut tout ce qui n'est pas de son cru, sous le motif d'accusation fallacieux de la médiocrité intellectuelle.

La force de réaction de Michel Foucault aura été dévastatrice. Il n'aura pas basé sa haine sur des motifs d'origine sociale ou intellectuelle : comme

LA PENSÉE SENSIBLE

c'en est souvent le cas. Sa famille est riche, quant à son génie, il est rapidement éclatant. Meilleur des meilleurs dans le petit monde de la rue d'Ulm, il conserve une capacité de distanciation avec la normalité dévorante de cette élite qui lui paraît impudique d'autosatisfaction. Foucault doit cette intégrité à son homosexualité, à une instabilité émotionnelle flagrante aussi. Il n'empêche qu'il reste inattaquable sur le plan des critères de réussite.

Michel Foucault pourra alors jeter le gant à cette société qu'il qualifie « *des élites et des écoles* »(1). Il détestera Ulm, cette conscience affichée d'être d'un monde particulier. Toute sa philosophie, par la suite, ira vers l'idée que les élites sont le fruit d'une supercherie de système, protégées par des structures de société interdisant d'en révoquer la valeur admise.

Même au cœur de la rue d'Ulm, même au sommet de ce petit monde des universités et des écoles, Michel Foucault veille à ne jamais sacrifier son acuité critique au profit d'une transmission rassurante des savoirs. Il se consacre au développement d'une capacité intellectuelle primordiale pour qui veut faire acte de philosophe, celle de remettre profondément en cause tous les sujets qu'il aborde. Et parce qu'il est génial, travailleur et paria, Foucault s'applique sans fausse pudeur à développer une philosophie en liberté : une critique en même temps qu'il avance dans son état des savoirs. Après Nietzsche, après Freud, un nouveau martyr naissait qui se briserait les reins sur la toute-puissance des systèmes dialectiques. Qu'aurait-il pensé du paradigme nouveau de la mondialisation ? Nouvelle dialectique, post-marxiste, post-hégélienne, nouvelle dialectique où l'homme a troqué son pouvoir révolutionnaire, sa mission divine contre une idéologie économiste qui ne s'assume pas comme telle.

I - L'expérience en philosophie

Le combat de Foucault débute dans la philosophie. Dans l'Europe d'après-guerre, la paralysie collective s'impose comme un héritage hégélien, de ce premier déterminisme. Le jeune normalien étudie beaucoup la pensée dialectique allemande. D'abord parce qu'il y a un air du temps, ensuite parce qu'il veut comprendre comment l'on put être emporté, abusé, par de telles pensées rigides.

Foucault voulait rendre l'homme à sa multiplicité, l'affranchir de la pensée déiste et déterministe des uns, sans capituler pour autant devant l'autre pensée montante, le marxisme. Autre dialectique, autre asservissement. Dès la rue d'Ulm, Michel Foucault voulut croire que la réponse quant

■ (1) Didier Eribon, *Michel Foucault (1926-1984)*, 1989, Flammarion. Nous remarquerons particulièrement cette biographie dans laquelle Didier Eribon s'est appliqué à rendre l'immense générosité de la pensée foucauldienne.

au sens qu'il devait donner à sa réflexion était toute entière dans l'homme. Il s'orienta vers la psychologie.

Et parce que chez cet homme, tout était lié, la vie et la pensée, Michel Foucault cherchait aussi ce qui lui commandait. Il était un fruit des morales antérieures... son impossibilité de vivre pleinement son homosexualité n'était pas seulement sociale. Il culpabilisait, et comment le philosophe aurait pu s'affranchir de la rigidité morale quand l'homme s'y soumettait ? Il remarquait là, dans sa chair, que la sensibilité est à prendre en compte dans l'élaboration d'une science de l'homme. La sensibilité dont il se persuadait qu'elle pût paralyser l'intellect dans son développement si elle était mésestimée.

Il en fera une force, une base d'analyses dont la vigueur, déjà présente dans ses travaux sur la folie, éclatera dans *Les mots et les choses* (2). Dénonçant la réduction de l'homme opérée par les sciences humaines, Foucault leur reprochera de ne pas avoir pris en compte la sensibilité de l'homme, parce que trop complexe pour assurer des concepts et des conclusions définitifs.

Il entendra alors s'affronter à un monde plein d'esprits capables de génie mais brisés dans leur élan, faute de n'avoir pas intégré la ligne de pensée. Il ira les chercher dans les hôpitaux psychiatriques en tant que praticien. Parallèlement, il poursuivra la société vue de plus en plus comme un monde carcéral généralisé : le sérail y aura sa place, faiseur de références, mais aussi d'échecs. Parlant de Nietzsche, Artaud, Goya, Sade, dans son *Histoire de la folie* (3), il rendra hommage aux exclus du sérail, non pas par défaut de capacité intellectuelle, mais bien par naïveté. La naïveté de n'avoir pas compris que l'élite est avant tout un code social, plus qu'un système d'affirmation par l'esprit ; que ce dernier pût être brillant, s'il n'était pas conforme, Nietzsche le comprendrait de manière cinglante, on l'évinçait. Dans la même logique, lorsqu'il défendra l'entrée de Roland Barthes au Collège de France, Foucault insistera sur le fait qu'il n'est pas une tare pour un intellectuel d'être à la mode et d'être entendu du plus grand nombre. Contre les monopoles de pensée, il croyait à l'intelligence sous toutes ses formes : la recherchant d'ailleurs dans la musique, la poésie, la peinture, féru de tout, connaissant tout.

Là encore, son expérience nourrira sa réflexion. Il connaissait le jeu des hasards qui font ou brisent les réussites. Michel Foucault aurait pu rester khâgneux à Poitiers (4), ne pas se représenter au concours de la rue d'Ulm, après l'avoir préparé au lycée Henri IV cette fois. Il serait allé en faculté,

■ (2) Michel Foucault, *Les mots et les choses*, 1966, coll. Tel, Gallimard.

■ (3) *Sciences humaines*, dossier *Comprendre Michel Foucault*, numéro 44, Novembre 1994 - Étude sur : Michel Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique*, 1972, Gallimard, paru en 1961 sous le titre de *Folie et déraison, Histoire de la folie à l'âge classique*, Plon.

■ (4) Sur les années de jeunesse, *ibid.* 1.

peut-être, ne se serait jamais affirmé, peut-être, aurait sombré dans une folie anonyme, peut-être. Heureusement, il était animé d'un génie précoce qui motiva un professeur de Poitiers à lui expliquer qu'il n'avait, là, aucune chance de correctement se préparer aux concours parisiens. Michel Foucault apprit dès sa jeunesse que l'intelligence et le travail n'étaient pas des moyens valables d'intégrer les élites s'ils n'étaient pas combinés à la parfaite maîtrise d'un jeu de liens sociaux.

Il restera à n'en pas douter marqué par cela. A Ulm, son caractère solitaire, son agressivité marquée et ses remarques cinglantes sauront rapidement tenir tout le monde à distance. Il ne jouera pas le jeu, ce fils du sérail n'aura de cesse d'en écorcher l'image.

II - Pour une nouvelle pensée critique

Avec *Les mots et les choses*, il posera à plat la supercherie du savoir unique, des vérités possibles, il poursuivra ainsi dans la voie de son *Histoire de la folie* (5), cet ouvrage au parcours étrange qui, initialement destiné à n'être qu'une thèse de philosophie sous le nom de *Folie et déraison*, deviendra rapidement une espèce de manifeste récupéré au nom du droit à la différence intellectuelle et sociale. Enfin avec *Surveiller et punir* (6), Michel Foucault exprimera une vision plus globale des problèmes du savoir et de la vérité au sein d'une problématique du pouvoir. Dès lors, pouvoir et savoir, la société de pouvoir, le savoir au service du pouvoir seront les fils de son analyse ; vingt années qui amèneront une vie à son terme brutal, suspendant cette recherche sur une définition inachevée de ce que le philosophe avait circonscrit en une société carcérale : la société de Pouvoir (7).

Mais derrière la pensée qui se construit, chez Foucault, il y a toujours l'expérience, le poids paralysant de la dialectique, ce fantasme de Hegel, cette énorme chape logique étouffant toutes les critiques. Là, c'est la lutte personnelle qu'il poursuit, c'est son génie aussi qui le pousse, car Foucault a compris ce que Nietzsche n'a pas su faire et qui lui a coûté sa crédibilité de philosophe. Pour réformer la pensée, il faut exprimer des idées violentes, neuves, mais toujours sous une forme ancienne. C'est ce que fera le philosophe nouveau... il retournera la dialectique contre elle-même, et procédant d'une manière indiscutablement rigoureuse, à la manière des penseurs classiques, il dénoncera les faux savoirs, les vérités qui ne tiennent que parce qu'elles n'ont pas de contraire. Le sérail ne supporte pas la contradiction et s'en préserve par un ensemble de barrières méthodologiques et sociales qui le rendent inaccessible. Foucault y en entré, il y est reconnu, il

■ (5) *Ibid.* 3.

■ (6) Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Naissance de la prison, 1975, Gallimard.

■ (7) *Sciences humaines*, dossier *Comprendre Michel Foucault...* *ibid.* 3.

pourrait s'arrêter là et jouir d'une notoriété de bel intellectuel. Mais il se rappelle ses amées de la rue d'Ulm, et puis sa vie privée l'empêche d'être totalement admis. Foucault sait encore pourquoi il a tant voulu être un grand philosophe : pour bousculer la pensée.

Dans *Les mots et les choses*, il établit une dialectique de l'erreur dialectique, une histoire du mensonge intellectuel. Il développe la notion d'épistémè, pendant à la notion de paradigme de Thomas Kuhn, et distingue trois phases majeures d'établissement de la connaissance ; la pensée de la ressemblance, la pensée de l'ordre et du classement (*taxinomia*), la pensée de l'histoire (*mathesis*). L'épistémè, au milieu de tout cela, est, à une époque donnée, le cadre de pensée par lequel tout est expliqué ; cela peut être la biologie, le mouvement de l'histoire, l'économie... Il n'est pas aisé de rendre compte d'un travail tel que celui de Michel Foucault sans le réduire, aussi faut-il retenir ici que sa démarche s'impose par une clarté réformatrice que Nietzsche n'avait pas su avoir, et qui porte le mérite de n'être pas impliquée dans une logique marxiste, telle que Deleuze la mène.

Foucault n'est pas un esprit politique. Certes il a été inscrit au parti communiste mais ce fut surtout par sympathie pour ceux que l'échiquier politique classique tentait d'ostraciser. Avant tout, son génie est philosophique, et il travaille, il travaille beaucoup. Mais le prix à payer est lourd. Dès 1949, Foucault est obsédé par la question de la nécessité pour lui de suivre une thérapie psychanalytique. Il demande à Jean Laplanche, un jour qu'il assiste à un de ses cours, de le prendre en consultations. Le professeur refuse de mélanger le patient et l'élève. La chose en reste là, mais probablement que la solitude physique et intellectuelle qui faisait vaciller l'étudiant de la rue d'Ulm reste présente chez le grand philosophe. Il travaille sous la pression, comme si la seule issue eût été une reconnaissance de sa pensée différente ; de sa différence en fin de compte.

Dès 1950, Michel Foucault passe à la psychologie. Là encore, il se heurte au dogmatisme. En tant que philosophe, on lui reproche d'être trop théorique. Il s'insurge et déjà, alors qu'il présentera sa thèse plusieurs années après, affirme une critique virulente des conditions de formation du savoir. Qu'est-ce que la vérité expérimentale, sinon le résultat d'un raisonnement théorique antérieur dont elle vient faire la démonstration pratique ? Là se dévoile une faiblesse fondamentale du savoir empirique. En psychologie, Foucault déplaît, il n'a que vingt-quatre ans. A l'oral d'agrégation déjà, il avait été recalé une première fois sur la question de notion d'hypothèse dans les sciences.

LA PENSÉE SENSIBLE

Mais il assume. Toute la vie du philosophe est sous la marque de l'expérience sensible. Son système est sensible, avec ce que cela comporte d'intuitions lacunaires. N'est-ce pas la marque des grands penseurs que d'avoir laissé trainer des bribes de poésie et d'utopie dans leur système ?

Et s'il est délicat de croire au mythe du bon sauvage, en revanche, il est primordial que l'intellectuel retrouve de la spontanéité, qu'il s'incarne tout entier dans une pensée, qu'il s'attribue une dimension humaine. Cette réflexion, Foucault la mène. Bien sûr, il croit au savoir, il croit à la nécessité de se cultiver, de travailler beaucoup. La pensée personnelle n'est bonne qu'en un rapport le plus dense possible avec la réalité, avec l'intelligence du monde extérieur.

III - Philosophe parmi les hommes

Le philosophe, fort de ses années d'études, entre dans des débats de société. Sa réponse aux critiques est que l'élite, quelle qu'elle soit, si elle veut conserver une légitimité objective, doit confronter les résultats de ses travaux à un monde en marche. Il n'est de bonnes philosophies que celles qui n'empêchent pas de vivre en soi. Aussi, c'est avec la musique, la peinture, le cinéma aussi, ces arts dont il est fêru, que Foucault s'échappe de la dialectique, il prend tout ce qui peut l'amener à penser autrement, il déplace en permanence le langage, afin que tous les supports deviennent le lieu d'expression autorisé de tous les discours. Il improvise des analyses de films, et laisse la musique lui enseigner une nouvelle philosophie.

Début des années 1950, Michel Foucault se prend d'une passion amoureuse pour Jean Barraqué, compositeur contemporain, élève d'Olivier Messiaen avec Pierre Boulez. Avec Barraqué, le philosophe trouve un nouvel espace de pensée, la musique. Là encore, Foucault se réfère à Nietzsche, n'ayant cessé de défendre une philosophie qui ne serait valable qu'en tenant compte de toute la diversité de la vie, au risque de ne laisser qu'un système inachevé.

En 1983, dans un entretien pour la revue *Ethos*, il déclarera à propos de la musique de Pierre Boulez : [elle] « *m'a permis de me sentir étranger dans le monde de pensée où j'avais été formé, auquel j'appartenais et qui, pour moi, comme pour beaucoup, avait encore son évidence [...]. A l'époque où on nous apprenait les privilèges du sens, du vécu, du charnel, de l'expérience originaire, des contenus subjectifs ou des significations sociales, rencontrer Boulez et sa musique, c'était voir le monde et le XX^e siècle sous un angle qui n'était pas familier* ».

Comme la musique nouvelle de Pierre Boulez brisait les lois, déplaçait la référence culturelle classique, Foucault s'affrontait aux usurpations scientifiques du classicisme ; la musique concourait à l'éloigner un peu plus des pensées marxiste et phénoménologique. Le philosophe, porté par un nouveau courage, semblait ne plus avoir peur d'affronter le vide possible que laisserait le désaveu des vieilles pensées. Il y aurait toujours l'expérience et le sens aigu du plaisir d'apprendre encore.

Déjà, lorsqu'il s'était inscrit au parti communiste, du temps de la rue d'Ulm, Foucault l'avait fait sans conviction profonde, persuadé que le marxisme n'était qu'une étape de la pensée classique, que la dialectique de la révolution était tissée de la même fibre que les précédentes. Il n'était pas homme de demi-résultats, toujours soumis à des réactions excessives : même la pensée de Marx avait des failles dans sa grande logique, des failles dont l'homme, comme à chaque fois que la pensée arrivait au stade de l'erreur manifeste, ferait les frais.

Avec les maladies mentales (8), Foucault va au cas extrême de l'étude de la destruction par la norme sociale et morale, d'un individu, dans ce qu'il a de plus personnel. Dans *Les mots et les choses*, en 1966, il généralisera son propos, en disant que de toutes les façons, il est évident que la donnée la plus intraitable pour le penseur est l'homme dans sa diversité. Pour que la philosophie arrive à se systématiser efficacement, Foucault dénonce bientôt la mort de l'homme. Ce paramètre trop complexe à intégrer. En philosophe sensible, il refuse ce postulat de départ des pensées dialectiques selon lequel certaines phases de développement nécessiteraient un sacrifice partiel ou total de l'Homme.

Foucault entend montrer que chaque époque, chaque pouvoir, chaque pensée crée sa société marginale, sa part d'inadmissible, une sorte de marge d'erreur de la philosophie politique. La pathologie moderne était la paranoïa, celle de la période contemporaine est la schizophrénie. Pour le philosophe des mots et les choses, le fou est au cœur de la société, comme une dénonciation arrogante et vivante des imperfections du système. C'est le stigmaté d'un paramètre nié de la composition sociale. En avril 1951, un éditorial de La nouvelle critique développe la réflexion suivante : « *L'homme est un être social, et sa vie sociale ne peut à aucun moment être étrangère à ce qui lui arrive et en particulier à sa maladie* ». Voilà qui rejoint exactement la pensée de Foucault, lui que le statut de marginal durant ses années d'École normale supérieure, a parfois fait sombrer dans de véritables accès de folie. « *Ce n'est pas parce qu'on est malade qu'on est aliéné, mais*

■ (8) In Didier Eribon : *ibid.* 1 : écrits de Michel Foucault cités en référence de ses études psychiatriques, *Maladie mentale et personnalité*, 1954, PUF, *Maladie mentale et psychologie*, 1962, PUF, et *Naissance de la clinique, une archéologie du regard médical*, 1963, PUF.

parce qu'on est aliéné qu'on est malade » explique le philosophe dans *Maladie mentale et personnalité*. Il annonce déjà sa théorie du pouvoir, invisible, aboulique, diffusé en conscience par des institutions, et symbolisé par une élite sans pouvoir ni légitimité, si ce n'est ceux du poids des aliénations que sont l'histoire positiviste et la morale chrétienne d'autocritique que Foucault abordera tour à tour dans *Les mots et les choses*, et son *Histoire de la sexualité* (9).

Dans l'immédiat, c'est l'*Histoire de la folie* qui doit servir de support à une large étude des sociétés occidentales, car s'y dévoilent toutes les carences du système social, toutes les incompatibilités susceptibles de se révéler entre une contrainte de type idéologique, réductrice, et un homme qui n'en finit pas de se complexifier, de se diversifier. « *L'asile est le refuge de ceux qu'on ne peut plus faire vivre dans notre milieu interhumain. C'est donc un moyen de comprendre indirectement ce milieu et les problèmes qu'il pose incessamment à l'homme normal* » dira Foucault dans une conférence de 1955.

IV - Douter, inventer, progresser : douter

Remettre en cause la pensée et sa logique, remettre en cause ce qui va de soi pour comprendre la folie, non plus comme une non-pensée, mais bien comme une pensée différente, l'enjeu est de taille. Il s'agit pour Foucault, en tant que philosophe, d'apprendre à penser le monde autrement que de la manière dont il paraît s'affirmer par nature. Il s'agit de lutter contre les pensées fatalistes, les élites gestionnaires de leur propre réussite, politique ou intellectuelle. Il s'agit de croire que la société reste encore à inventer dans un sens que l'on espère toujours meilleur. Étudier la folie, c'est alors s'attacher concrètement à l'analyse de tout ce qui, aujourd'hui, marque les faiblesses à palier d'un système inachevé.

Il s'agit d'admettre et d'intégrer socialement ce qui n'est pas encore compris dans les traits caractéristiques d'un homme normal, non pas par charité, vertu morale ou culpabilité de masse, Foucault ne prône pas le Politiquement correct avant l'heure, mais bien par la simple capacité sensible de concevoir l'homme dans une extrême diversité. Cette intelligence révélée à l'échelle d'une société, voilà bien le défi posé à des élites intellectuelles que Foucault voudrait voir au cœur des foules, dans les hôpitaux, les prisons, les écoles, la rue. Lui-même étudiera les prisons (10), militera dans de nombreuses actions au cours des années 1970-1980. Depuis la défense d'un groupe d'immigrés dans le quartier de la Goutte d'or à Paris, jusqu'au

■ (9) Michel Foucault, *Histoire de la sexualité* en trois volumes : *La volonté de savoir*, 1976, Gallimard. *Le Souci de soi*, 1984, Gallimard. *L'Usage des plaisirs*, 1984, Gallimard.

Pour une approche plus synthétique, Sciences humaines, Comprendre Michel Foucault... *ibid.* 3.

■ (10) *Ibid.* 6.

grand mouvement de soutien à Solidarnosc, en passant par le soutien à l'ayatollah Khomeyni contre le Shah d'Iran, en 1979, le philosophe paiera de sa personne pour que sa pensée fasse ses preuves.

Mais à la fin des années cinquante, Michel Foucault est encore incertain. La remise en cause de la pensée n'épargne pas ses propres convictions. Lui qui n'a jamais cru à sa vocation d'écrivain, qui dénonce une histoire où la philosophie a souvent fait payer ses erreurs de tir à des générations humaines, se demande jusqu'à quel point sa propre philosophie peut n'avoir aucun rapport avec la réalité vécue. Comme il a constaté au cours de ses recherches qu'à partir du XVIII^e siècle, la discussion s'est interrompue entre la science et la folie (11), entre le médecin et le malade, l'un détenant la vérité, l'autre développant une incapacité croissante à raisonner, Foucault a perpétuellement peur de philosopher dans l'univers clos de ses obsessions.

Pour se préserver de cela, le philosophe refuse de proposer. Il montre... ce que l'on fait des fous, ce que l'on fait des idées, ce que l'on fait des hommes en société. Il montre une société carcérale et perfectible ; que propose-t-il ? Rien, désespérément rien encore... Il prend acte des carences. En agissant ainsi, il pourrait aboutir à une pensée nihiliste, mais Foucault n'est pas homme à brûler quoi que ce soit. Même ce qu'il déteste. En agissant ainsi, le philosophe entend établir un état des savoirs dont la vocation est d'élargir le champ du débat intellectuel. Ni plus ni moins que ce que fait Claude Lévi-Strauss dans ces mêmes années en anthropologie. Il s'agit de dépoussiérer l'esprit européen de siècles d'ethnocentrisme, de certitudes et d'autosatisfaction (12). On ne pense bien que dans la remise en cause. Là n'est pas le socle d'une pensée nihiliste et la critique n'est pas la fin du raisonnement mais bien son étape préparatoire.

Foucault et les structuralistes seront critiqués et raillés, on les dira adeptes d'un retour aux sources de la pensée, des caricatures les représenteront en pagens autour de feux de bois, vivant à la manière des sociétés primitives dont ils réhabilitent l'intelligence historique. Mais ils maintiennent ce discours irritant ; l'homme n'est pas un outil des sciences mais celui qui fait vivre, module, influe... et crée la pensée par ses actes, ses paroles, juste parce qu'il est un individu social, dépendant de tous mais unique entre tous. Michel Foucault reconnaîtra aux existentialistes le mérite d'avoir rappelé les premiers cette influence majeure de l'homme sur le monde. Cet homme sans qui la pensée resterait, au mieux, un ensemble de flux immatériels, au pire, une impossibilité.

■ (11) *Ibid* 3, *Folie et déraison...*

■ (12) Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Le Seuil.

Un petit livre essentiel pour une bonne compréhension de la remise en cause de la pensée qui a lieu dans la France des années 1960 et surtout 1970. Un manifeste du structuralisme...

LA PENSÉE SENSIBLE

Socialement, l'effet produit est majeur. Une telle vision de l'homme suppose que la société carcérale n'est que la résultante d'une adhésion massive des individus à leur condition. En anthropologie, le lever du voile ethnocentrique européen libère des potentiels ; c'est l'explosion des panarabisme, panafricanisme, nègritude dont même le marxisme et sa rigueur révolutionnaire ne triomphe pas sans d'âpres conflits de terrain. Mais en philosophie, Foucault se place au niveau de la société contemporaine européenne qu'il veut amener à une reconsidération totale de son idéal.

Il constate que la société définit la normalité selon des critères de masse statistique afin de pouvoir établir une vérité objective, fondée sur l'irréfutabilité du discours chiffré. De cette vérité objective, s'extraie le droit. Un droit objectif en vertu duquel sont dénoncées des catégories dangereuses pour la pérennité de l'individu normal. Pour Michel Foucault, la vérité est alors une force qui endort et qui, parce qu'elle est la base de tout l'édifice social, se renforce sans cesse dans le sens d'une impossibilité d'être critiquée au fil du développement d'une société donnée. L'élite n'est même plus fautive, elle n'a plus de rôle, si ce n'est qu'elle est la partie du corps social par laquelle l'aliénation collective s'exprime et se justifie.

« *Le système est arbitraire en son point de départ puisqu'il néglige, d'une façon concertée toute différence et toute identité qui ne porte pas sur la structure privilégiée* », lit-on dans *Les mots et les choses*.

V - Inventer

Le philosophe en appelle alors à la capacité que chacun garde en lui de mobiliser une part d'utopisme, de pensée différente. La folie est une forme d'expression de cette part de soi qui n'est soumise à aucune logique de masse, l'art en est une aussi... « *l'homme, de nos jours, n'a de vérité que dans l'énigme du fou qu'il est et n'est pas ; chaque fou porte et ne porte pas en lui cette vérité de l'homme qu'il met à nu dans la retombée de son humanité* », nous dit Foucault dans son *Histoire de la folie*. Il est terriblement mordant, à la manière de Nietzsche. L'auteur se réfère à Goya, Sade, Artaud à travers qui, dit-il, « *le monde occidental a recueilli la possibilité de dépasser dans la violence sa raison, et de retrouver l'expérience tragique par-delà les promesses de la dialectique* ». Mille fois plus critique que ne put l'être le marxisme, Foucault en dénonce implicitement les visées arrivistes et les travers romantiques. Si l'homme veut révolutionner quelque chose, il devra se salir les mains en lui-même. L'on peut sentir, ici encore,

les douleurs de Michel Foucault, penseur génial aux mocurs discutées, deux motifs d'attaques permanentes, qui n'a de cesse de lutter contre la folie qui le guette par une hyper-vigilance intellectuelle.

Le 20 mai 1961, l'auteur de *l'Histoire de la folie* présente sa thèse. Sa grande thèse *Folie et déraison* est dirigée par Georges Canguilhem, Michel Foucault s'exprime sans détours ; « *La folie n'est pas un fait de nature mais un fait de civilisation* ». La folie, c'est toujours dans une société donnée, « *une conduite autre* », « *un langage autre* ». Au « *Je pense donc je suis* », pensée fétiche des adeptes de la grande Raison humaine, Foucault préfère une autre réflexion de Descartes : « *mais quoi, ce sont des fous* ». Cette remarque de la première méditation instaure le clivage Raison/Déraison dans la pensée cartésienne, posant de fait le postulat que celui qui déraisonne ne pense pas, n'est donc probablement pas.

Foucault a constaté lors de phases de travail en hôpitaux psychiatriques, que le seul moyen d'être entendu, pour celui qui est jugé fou, est soit d'engager l'affrontement avec le médecin, soit de pratiquer l'automutilation. Socialement, cela équivaut aux affrontements entre une minorité consciente et le bras armé de la société, commandé par une élite assumant la responsabilité d'une répression au même titre que le médecin assume celle de l'enfermement d'un malade, c'est à dire au nom du droit. Du désir de celui qui pense autrement, veut se faire entendre et s'oppose à l'Ordre, découlent des conflits transitionnels, personnels et collectifs, dont l'histoire s'emplit. Pour Foucault, les révolutions politiques sont du même ordre que les meurtres en série, d'ailleurs les conjonctures révolutionnaires révèlent souvent les pires comportements individuels.

Jusqu'à ses travaux, la machine sociale manipulait tout le monde, élites, gouvernants et gouvernés, mais après Michel Foucault, qui peut encore dire qu'il ignore les forces qui lui commandent lorsqu'il occupe un poste à responsabilités et qu'il prend des décisions au nom de la loi de fonctionnement des structures ? Dans son édition finale de *l'Histoire de la folie*, il conclut ainsi, s'agissant du monde : « *Et rien en lui, surtout pas ce qu'il peut connaître de la folie, ne l'assure que ces oeuvres de folie le justifient* ». A une société française qui croit qu'elle se porte bien lorsque ses hôpitaux sont pleins de fous et ses prisons parfaitement hermétiques, le philosophe répond qu'exclure n'est pas la réponse d'une humanité saine.

VI - Progresser

Refusé à la Sorbonne en 1962, sans doute parce que son homosexualité affichée exaspère le doyen Durry, le penseur se fait homme de terrain. De 1965 à 1967, il travaille dans une commission de l'Éducation nationale sur une refonte des enseignements supérieurs, et prône l'éclatement régional des universités. Parallèlement, Foucault enseigne à Clermont-Ferrand. Ces années sont aussi consacrées à une étude de l'histoire du Savoir qui deviendra *Les mots et les choses*.

Il croit plus que jamais que l'homme doit être au cœur de toute démarche de connaissance. « *Le concept en se détachant de la réalité ne s'en éloigne pas, mais au contraire, permet d'embrasser une réalité plus grande* » avait écrit Karl Marx, Foucault n'y croit pas. Pour ce philosophe du sensible, seule une pensée ouverte à tous les travers de l'homme... la folie, l'homicide, dans leurs détails les plus personnels, peut permettre d'accéder à un savoir véritable.

La sensibilité de Foucault consiste à se poser une question simple, base nécessaire de toute réflexion utile : qui, aujourd'hui, peut avoir un besoin vital de voir se modifier la société, le droit, les modes d'accès à la connaissance ? En fonction de ces existences en danger, doit d'abord se raisonner le progrès à venir. Il n'y a pas de réponse philosophique unique à offrir... le philosophe doit agir auprès des hommes. Foucault propose un rôle nouveau aux élites, de haut en bas de leur échelle, celui d'accompagner l'homme en renouant un dialogue que la dialectique ne permet pas parce qu'elle impose originellement l'idée que tout en joué (13).

La parution des *Mots et les choses* engendre une nouvelle volée d'agressivité à l'égard de Michel Foucault. Son état des lieux du savoir est une remise en cause du principe d'objectivité dans les sciences exactes et humaines, « *de la lecture de son dernier livre naissent un regard radicalement nouveau sur le passé de la culture occidentale et une conception plus lucide de la confusion de son présent* », écrit François Châtelet dans la *Quinzaine littéraire* à propos du philosophe. Avec ce livre, Foucault n'est plus dans le cadre de la philosophie ou de la psychiatrie... il entre officiellement en politique.

On le taxe de nihilisme. Il refuse le progrès dialectique, les vérités objectives et la société normative ; que reste-t-il ? Foucault répond par une définition de la mission du Politique selon lui ; répondre aux nécessités pratiques d'une société en rendant les sociétaires communément responsables de leur épanouissement individuel. Foucault se réfère à un surhomme, espèce

■ (13) D'aucuns objecteront que la dialectique est un dialogue, une joute d'arguments dont doit se dégager un consensus entre les différentes parties. En théorie certes, mais sur le terrain du dialogue social, quelle confrontation peut-il y avoir, de manière dialectiquement équitable entre la société réelle et une élite maniant tous les rouages de la rhétorique philosophique et des institutions légales et productives ? Pour rejoindre Michel Foucault, même Marx est victime d'un optimisme déraisonnable quand il croit au désir naturel de l'homme d'aspirer à participer de ce débat philosophique. Jouir de l'existence, hors de tout contexte de douleur permanente, est la base de l'aspiration collective.

d'animal politique désintéressé, ne voyant plus l'exercice du pouvoir comme le moyen de son ascension, mais bien comme la clé de voûte d'une résonance harmonieuse. Au nihilisme, Foucault répond par un peu d'utopie. Les marxistes croient au bonheur de l'homme réalisé dans le triomphe du système, lui prône l'équilibre du système obtenu par l'épanouissement de l'homme. Et d'ajouter que si les passions humaines ne doivent pas commander l'action politique, en revanche, elles en restent le baromètre, car la philosophie ne peut rien contre le désenchantement, sinon légitimer sur le tard un pouvoir répressif capable de circonscrire les mauvais fils.

Sartre verra Foucault comme l'apologiste du bonheur petit-bourgeois. En réalité, le philosophe sensible attaque l'idéal marxiste dans ce qu'il a de plus cher. Sartre voudrait faire de l'homme un combattant politique et philosophique, Foucault lui explique qu'en réalité, ce sont les nerfs qui commandent à l'individu. En tant que faisceau de désirs et de sentiments, l'homme est plus fort que l'idéal, et avant de créer l'homme révolutionnaire, il faut créer les conditions de système qui lui permettent de s'accepter tel qu'en son humanité. C'est le travail des élites que de gérer le savant mélange d'utopie et de réalisme qui doit mener la société vers toujours plus d'épanouissement. Il ne faut surtout pas oublier l'utopie en route, c'est l'aspect sensible de l'exercice du pouvoir. Foucault montre que les révolutions ont toutes été des réactions de violence, non par utopie, mais au contraire par désenchantement, des manières de briser un silence entre la sensibilité profonde de l'homme et la loi objective d'un système.

Si la révolution est chaque fois à recommencer, c'est bien que la logique dialectique agit contre l'homme pour ce qu'elle pense être son bien. C'est à ce gâchis générationnel que Foucault entend s'opposer. Il prône à nouveau la pensée nietzschéenne des vérités fausses et la nécessité de mythes fédérateurs. Tout ce qui peut favoriser l'acceptation de l'homme par lui-même et dans sa diversité est un moyen philosophique et politique essentiel, parce qu'il n'y a plus de vérité positive.

Et jusqu'à la fin de sa vie, Michel Foucault se mettra au service du relativisme de la pensée, tout en étant au plus près de l'homme... dans la rue, dans la foule... dans le monde... Comme un défi permanent au pédantisme des cercles de pensée, des universités, du Politique... il restera tel qu'en cette remarque formulée en 1969, dans son *Archéologie du Savoir* (14) : « *Ne me demandez pas qui je suis et ne me dites pas de rester le même : c'est une morale d'état civil ; elle régit nos papiers. Qu'elle nous laisse libres quand il s'agit d'écrire* » (15).

Alexandre RENAUD

■ (14) In Didier Eribon, *ibid.* 1, Michel Foucault, *Archéologie du savoir*, 1969, Gallimard.

■ (15) Michel Foucault était aussi et surtout une présence engagée, aussi pourra-t-on se reporter au livre d'hommage fait à l'occasion de l'exposition « Foucault » tenue à l'Espace Belleville, en 1985. Photos du philosophe, documents et témoignages de Robert Badinter, Pierre Bourdieu, Jean Daniel ou encore Claude Mauriac... rendent compte de cette forte présence.

Michel Foucault, une histoire de la vérité, 1985, Paris, éd. Syros.

Trésors cachés...

Nous attirons spécialement l'attention de nos nouveaux lecteurs sur certains dossiers ou articles parus dans d'anciens numéros de *Cité* encore disponibles.

Numéro 4 - Dossier René Girard.

Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach.

Numéro 11 - Entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie sur la nature du pouvoir royal.

Numéro 12 - Entretien avec Marcel Gauchet sur la nature du lien social.

Numéro 13 - Dossier Georges Dumézil.

Numéro 14 - Numéro spécial sur Gabriel Marcel.

Numéro 18 - Dossier sur la crise économique.

Numéro 21 - Dossier « Révolution 1789 ».

Numéro 22 - Dossier Sociologie.

Numéro 23 - Hommage à Maurice Clavel.

Numéro 24 - Dossier Immigration.

Numéro 26 - Dossier Religion et liberté.

Numéro 27 - Dossier L'État et le citoyen.

Numéro 28 - Dossier Enseigner l'Histoire.

Tous ces numéros sont disponibles
au prix de 35 F l'exemplaire jusqu'au numéro 27
et 40 F à partir du numéro 28.

Commandes à *Cité*,
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Les grandes « coupures épistémologiques » en physique (l'évolution des représentations de la nature)

◆ (1) Gaston BACHELARD, philosophe français auteur d'une épistémologie historique et d'une psychanalyse de la connaissance scientifique. On lui doit aussi des analyses de l'imaginaire poétique.

◆ (2) Albert EINSTEIN établit la théorie du mouvement brownien et en appliquant la théorie des quanta aboutit au concept de photon. Toutefois, il est surtout connu pour être l'auteur de la théorie de la relativité qui révisé les notions d'espace et de temps et établit l'équivalence de l'énergie et de la masse.

◆ (3) Isaac NEWTON, physicien, mathématicien et astronome anglais. Il donne une théorie de la composition de la lumière qu'il pense formée de corpuscules. Il invente le télescope et trouve en même temps que Leibniz les bases du calcul différentiel. De plus, il découvre la loi de l'attraction universelle en identifiant la pesanteur terrestre et l'attraction entre les corps célestes.

◆ (4) PARMÉNIDE, philosophe grec. Il formule la proposition fondamentale de l'ontologie : l'être est un, continu et éternel.

◆ (5) HÉRACLITE, philosophe grec. Sa philosophie est fondée sur le concept de mouvement fait de la contradiction entre deux états de la matière.

◆ (6) DÉMOCRITE, philosophe grec. Selon lui, la nature est composée d'atomes dont les mouvements sont régis de façon mécaniste.

Bachelard (1) considère que les sciences progressent par opposition aux théories antérieures. C'est avoir là une vision non linéaire de l'histoire. Ainsi, selon ses dires, la physique d'Einstein (2) s'oppose à la physique de Newton (3).

Les présocratiques (VII^e-IV^e siècles av. J.-C.) s'intéressent essentiellement à la constitution de la Nature. L'analyse qui commence à partir de l'expérience se prolonge dans une interprétation dépassant l'expérience ; on passe ainsi de la physique à la métaphysique. Parménide (4) nous dit que si l'on envisage l'être, celui-ci, par définition, exclut le non-être. Il ne peut pas changer. Les êtres qui changent n'existent pas vraiment. La Nature relève de l'apparence. Héraclite (5), quant à lui, considère que la seule réalité est le mouvement puisque cela est un fait d'expérience. Il nous fait une description de l'être comme devenir, mais un devenir chaotique.

Comment concilier mouvement et immobilité ?

La nature est en mouvement mais s'il n'y a que du mouvement on ne peut comprendre comment quelque chose a existé. Démocrite (6), fondateur de l'atomisme, retient l'analyse que fait Parménide mais veut rendre compte en même temps du mouvement. Cela est possible si l'on suppose qu'il existe des êtres élémentaires qui ne peuvent pas être c'est-à-dire des atomes. De ce fait, le mouvement est la combinaison des atomes. On est dans l'ordre de la métaphysique puisque l'atome que conçoit Démocrite n'est pas un objet d'expérience mais une transposition de l'être parméniénien. L'atome de la physique contemporaine n'a rien à voir avec celui de Démocrite. D'une part il a un mouvement intrinsèque et d'autre part il est composé de parties.

GRANDES COUPURES ÉPISTÉMOLOGIQUES

La physique descriptive nous fait assister à la première coupure épistémologique. Avec Aristote (7), la physique ne prend plus la forme d'une métaphysique mais elle consiste dans une description de l'expérience. Aristote est le fils d'un médecin et donc, il a les mêmes méthodes qu'un médecin. Aristote ne ramène pas la Nature à du quantitatif mais analyse chaque être avec ses caractéristiques propres. Chaque type d'être a une constitution et un développement caractéristique. Chaque type d'être a sa nature, sa définition. Dans cette perspective, la Nature apparaît comme un ordre finalisé. Cela a une incidence sur la pensée morale et politique. L'être humain a une nature ; il est doué de raison. Il est naturel à l'homme de se conduire selon sa raison et non selon son instinct. Le bien pour un être est d'accomplir son essence : « Devient ce que tu es ». On identifie inhumain et immoral. La nature de l'homme est d'être un « animal politique » c'est-à-dire de trouver son accomplissement dans la relation aux autres. Aristote pense la politique en terme de finalité. La physique est donc qualitative. Cette physique est mue par la curiosité, elle est liée à la contemplation. Cette attitude perdure pendant tout le Moyen Age.

La Renaissance remet en cause à la fois la dimension gratuite de la connaissance de la Nature et la dimension qualitative de la physique ; la physique à l'époque moderne est utilitaire et quantitative. Francis Bacon (8), dans « *Novum Organum* », nous dit que le savoir doit-être ordonné au pouvoir. La Connaissance de la Nature doit nous en donner la maîtrise. Or, pour avoir la maîtrise il faut savoir la cause qui produit l'effet. La question comment remplace la question pourquoi. C'est le rejet du finalisme et la naissance du déterminisme c'est-à-dire la représentation selon laquelle tout arrive en vertu de causes nécessaires. Descartes fait prendre son envol au mécanisme. Il montre que la Nature n'est pas connue par les sens mais par un jugement ; il faut donc faire abstraction des qualités sensibles et ramener la Nature à ce qui est saisissable par le jugement c'est-à-dire la quantité. La physique se sert des mathématiques et la Nature se confond avec l'espace géométrique. D'une part la Nature est entièrement déterminée et d'autre part elle est objective, étudiée par les sens n'a aucun rapport avec la Nature dont on fait l'expérience immédiate.

Kant (9) est réveillé de son dogmatisme par Hume qui fait remarquer que l'on ne connaît que l'expérience présente d'où l'idée que les lois générales sont des constructions de l'esprit qui ne correspondent pas au réel. Kant remarque que la Connaissance ne se limite pas à un constat. Connaître suppose que l'on ramène les phénomènes à un principe explicatif. Il reconnaît avec Hume (10) que les principes explicatifs universels ne peuvent

◆ (7) ARISTOTE, philosophe grec. Précepteur d'Alexandre le Grand, fondateur du Lycée à Athènes où naquit l'école péripatéticienne. Il est le fondateur de la logique formelle.

◆ (8) Francis BACON, philosophe et chancelier d'Angleterre. Il propose une classification des sciences en 1620 et développe une théorie empiriste de la connaissance dans la Grande Reconstitution en 1623.

◆ (9) Emmanuel KANT, philosophe allemand. Il est inspiré par Hume, Leibniz et Rousseau. Il place la raison au centre du monde. La connaissance universelle n'est possible que si les objets de la connaissance se règlent sur la nature du sujet pensant et non sur l'expérience. Il formule l'hypothèse d'une âme libre et animée d'une volonté autonome.

◆ (10) David HUME, philosophe et historien britannique. Il fonde une conception utilitariste de la vie sociale.

GRANDES COUPURES ÉPISTÉMOLOGIQUES

pas être fourni par l'expérience. Ceux-ci se trouvent dans la raison du sujet connaissant, a priori. Kant renforce le déterminisme donc la Nature est ainsi un enchaînement nécessaire de phénomène d'après des lois universelles. Il y a une contradiction entre la liberté et la Nature. A la différence de la Nature, la liberté suppose une capacité à poser des actes qui n'aient pas de causes extérieures. La liberté ne peut pas se voir, elle n'est pas un objet d'expérience. On ne peut donc pas savoir si elle existe on peut simplement la penser. Laplace (11) dans « *Essai sur les probabilités* » fait preuve d'un déterminisme radical. Il dit que « *S'il y a une intelligence assez puissante pour connaître toutes les données à un instant précis elle pourrait prévoir tout ce qui va suivre* ». On identifie la Connaissance et la certitude puisque l'on pense que la Nature est entièrement déterminée ; il n'y a pas de doute. L'époque contemporaine est une coupure épistémologique importante en remettant en cause à la fois le déterminisme strict et la conception d'une Nature mathématique.

La découverte de l'atome a conduit à remettre en cause le postulat de la physique classique selon lequel on peut mesurer avec certitude la position et le trajet d'un corps. C'est la physique quantique. L'histoire de la lumière a vu s'opposer deux thèses que la physique quantique a du concilier ce qui a abouti à une nouvelle conception de la matière.

Descartes (12), dans « *Dioptrique* » compare la lumière à un petit corps et analyse son mouvement grâce à la géométrie. A la fin du XVII^e siècle, Huygens (13) prend une autre hypothèse. Il va comparer la lumière à une onde de choc. La théorie ondulatoire va être prouvée par le phénomène de l'interférence. Seule la théorie ondulatoire permet d'expliquer le phénomène de l'interférence. L'effet photoélectrique à l'inverse n'est explicable que par la théorie corpusculaire. L'effet a toujours lieu quelque soit la distance à laquelle se situe la plaque métallique. Si la lumière se transmet de façon ondulatoire, moins l'intensité lumineuse est grande plus on s'éloigne du centre. Inversement pour la théorie corpusculaire. La physique quantique découvre que la matière ne descend jamais au-dessous d'une certaine quantité minimale. Dans le cas de la lumière, on va appeler photon la quantité minimale de lumière mais pour expliquer l'interférence on doit admettre que les photons se déplacent de façon ondulatoire donc on ne peut pas connaître avec certitude la position et la trajectoire d'un photon, on peut simplement connaître une probabilité quant à sa situation. Par conséquent, la physique quantique réhabilite l'aléatoire et de ce fait la probabilité dans la physique.

◆ (11) Pierre Simon LAPLACE, astronome, mathématicien et physicien français. Il est connu pour son hypothèse cosmogonique selon laquelle le système solaire est issu d'une nébuleuse en rotation.

◆ (12) René DESCARTES, philosophe, mathématicien et physicien français. Sa physique mécaniste et sa théorie des animaux-machines ont posé les bases de la science moderne. Il conduit sa métaphysique en partant d'un doute méthodique. Il en déduit l'existence de celui qui pense puis celle de Dieu.

◆ (13) Christiaan HUYGENS, physicien et astronome néerlandais. Il a découvert l'anneau de Saturne et la nébuleuse d'Orion. Il établit la théorie du pendule qu'il utilise comme régulateur du mouvement des horloges. En optique, il explique la réflexion et la réfraction au moyen d'une théorie ondulatoire.

GRANDES COUPURES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Husserl (14) dans « *La Phénoménologie* » analyse la Connaissance en dénonçant deux excès : le subjectivisme et l'objectivisme. Dans « *Protagoras* », Platon nous dit que « *l'homme est la mesure de toute chose* ». Nous ne connaissons rien sans la sensation ce qui revient à dire que nous ne connaissons rien que la sensation. Les choses sont inaccessibles. Le consensus se fait sur la sensation majoritaire, sur la convention. A l'inverse l'objectivisme nous fait dire que la Connaissance véritable doit faire abstraction du sujet seul l'objet compte. Or, cela est méconnaître la véritable nature de la Connaissance dit Husserl. Il se réfère à Descartes. Comme l'a montré Descartes, une vérité que nous ne comprenons pas n'est pas une vérité pour nous. La Connaissance suppose un acte du sujet. Il développe une analyse de la conscience. Elle se caractérise par une tension vers un objet mais, elle n'est pas une substance on ne peut pas tomber dans le subjectivisme qui consiste en un repli du sujet sur lui-même. Il faut écarter le subjectivisme puisque la conscience n'est pas impersonnelle. La coupure épistémologique de la renaissance tend à faire abstraction du sujet connaissant puisque la Nature devient un objet idéalisé en formule mathématique. De ce fait, on a perdu l'interrogation du chercheur sur ses propres pratiques, la quête du sens. Ce divorce entre le sujet et l'objet, le sens et le savoir est à l'origine de la crise intellectuelle que traverse l'Europe.

Michel Henry s'inspire d'une idéologie husserlienne dans « *La barbarie* ». Il remarque que la civilisation occidentale contemporaine redevient barbare en privilégiant le savoir au détriment de la culture. Le savoir est une connaissance d'un objet qui génère une compétence. Il est à la fois cloisonné et utilitaire. La culture est générale et plus qu'une compétence, elle est une inquiétude sur le sens. Cette opposition est contemporaine de Bacon.

On a cru que l'on pouvait faire abstraction du sujet connaissant comme si l'objet existait indépendamment du sujet. La couleur du point de vue physique est une longueur d'onde et n'a aucun rapport avec la couleur que je vois qui est ni apparence ni illusion. La science objective se prive d'une part importante de la connaissance de l'objet.

◆ (14) Edmund HUSSERL, philosophe allemand (1859-1938). Il est à l'origine de la phénoménologie qu'il veut constituer comme théorie de la connaissance au service des autres sciences.

David SAINT-AIMÉ

Sommaire des anciens numéros

Les numéros 2 à 27 sont vendus 35 F pièce et 40 F à partir du numéro 28.

- ◆ Numéro 1 (épuisé) - Quelle défense nationale ?
- ◆ Numéro 2 - L'épreuve du terrorisme - Le dialogue social (Emmanuel Mousset) - Libéralisme : le vent d'Amérique (Alain Solari) - La psychiatrie en question (1) (Julien Betbèze) - Littérature (Philippe Barthelet) - Les lectures talmudiques d'Emmanuel Levinas (Ghislain Sartoris) - Fausses promesses de Monsieur Garaudy (Alain Flamand).
- ◆ Numéro 3 - La psychiatrie en question (2) (Julien Betbèze) - Les hommes du pouvoir (Emmanuel Mousset) - Libéralisme à l'américaine (Alain Solari) - Quelle politique industrielle ? (entretien avec Jean-Michel Quatrepoint) - Défense : nouvelles données (entretien avec le général Pierre Gallois) - Hugo von Hofmannsthal (Philippe Barthelet) - « Finnegans Wake » de James Joyce (Ghislain Sartoris).
- ◆ Numéro 4 - Introduction à l'oeuvre de René Girard (Paul Dumouchel) - Table ronde avec René Girard et Jean-Pierre Dupuy - Municipales 1983 (Emmanuel Mousset) - « Polonaise » (Luc de Goustine) - Le théâtre de Gabriel Marcel (Philippe Barthelet).
- ◆ Numéro 5 - Tocqueville et la démocratie - « La Révolution conservatrice américaine » de Guy Sorman (Bertrand Renouvin) - L'Après féminisme (Emmanuel Mousset) - Réflexion sur l'insécurité (entretien avec Philippe Boucher) - Voyage en URSS (Michel Fontaurelle) - « Le sanglot de l'homme blanc » de Pascal Bruckner (Alain Flamand) - « Le sujet freudien » (Julien Betbèze).
- ◆ Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach - Citoyenneté et politique professionnelle (Léo Hamon) - La France peut-elle avoir une ambition ? (Alain Solari) - Pouvoir et liberté chez Benjamin Constant - Pour une croissance autocentrée (Patrice Le Roué) - L'extériorité du social (Marcel Gauchet) - Deuxième gauche : premier bilan (Emmanuel Mousset) - Voyage en Chine (1) (Michel Fontaurelle) - La fée de Noël (Rémy Talbot) - La sagesse de Raymond Abellio (M. Dragon) - « Fiasco » d'Olivier Poivre d'Arvor (Catherine Lavaudant).
- ◆ Numéro 8 (épuisé) - Entretien avec Edgar Morin.
- ◆ Numéro 9 - L'Union soviétique (entretien avec Marko Markovic) - La politique et la conscience (Vaclav Havel) - La pensée dissidente dans les pays de l'Est (Martin Hybler) - Voyage en Chine (3) (Michel Fontaurelle).
- ◆ Numéro 10 - Racisme : nature et différences (Jean-Pierre Dupuy) - La clé de voûte (Noël Cannat) - Hérité et pouvoir sacré (Yves La Marck) - L'année de Gaulle (R. Latour) - Voyage en Chine (4) (Michel Fontaurelle).
- ◆ Numéro 11 - La nature du pouvoir royal (entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie) - A propos de Jan Patočka (Martin Hybler) - L'alliance et la menace (Yves La Marck) - Analyse du R.P.R. (Jean Jacob) - Le tournant historique de 1984 (Jean Jacob) - A propos de Sollers (Alain Flamand) - République et politique étrangère (Paul-Marie Couteaux).
- ◆ Numéro 12 - La nature du lien social (entretien avec Marcel Gauchet) - La main invisible (Jean-Pierre Dupuy) - Vertus et limites du déséquilibre (Yves La Marck) - Regard sur l'Allemagne (B. La Richardais) - Grall et Clavel : les complices (Rémy Talbot) - Richard III de Walpole (Martin Hybler).
- ◆ Numéro 13 - Entretien avec Georges Dumézil - Dumézil et l'imaginaire indo-européen (Yves Chalas) - Portrait de G. Dumézil (Philippe Delorme) - A quoi sert le « Figaro-magazine » ? (Emmanuel Mousset) - René Girard, lecteur d'Hamlet - Mario Vargas Llosa (François Gerlotto) - Nigéria, le mal aimé ? (F. et I. Marcilhac) - Le succès de Jacques Bainville (Igor Mitrofanoff).
- ◆ Numéro 14 - Numéro spécial sur Gabriel Marcel avec Joël Bouëssée, Miklo Veto, Pietro Prini, Jeanne Parain-Vial, Simone Plourde, René Davignon, Yves Ledure, Pierre Colin, Jean-Marie Lustiger.
- ◆ Numéro 15 - Les chemins de l'Etat (Blandine Barret-Kriegel) - La notion de souveraineté (Patrick Louis) - L'Etat capétien (Xème-XIVème siècle) (Philippe Cailleux) - Qu'allez-vous voir à Jérusalem ? (Yves La Marck) - L'individu, l'Etat, la démocratie (B. La Richardais) - Jorge-Louis Borges (Joël Doutreleau) - Jakub Deml, le prêtre maudit (Luc de Goustine) - Du gouvernement selon St Thomas (Bernard Bourdin).
- ◆ Numéro 16 - Entretien avec Léon Poliakov - Le phénomène monarchique dans l'histoire (Roland Mousnier) - Théorie de la justice chez John Rawls (Bertrand Julien) - Recherches sur l'individualisme - Hiérarchies (B. La Richardais) - Comprendre le Japon (Christian Mory).
- ◆ Numéro 17 (épuisé) - Numéro spécial sur Emmanuel Levinas.

- ◆ Numéro 18 - Du libéralisme économique (Alain Parguez) - Comprendre la crise (table ronde avec Paul Dumouchel, Christian Stoffaës, Gérard Destanne de Bernis et André Grjebine) - « Les métamorphoses de la valeur » de G.-H. de Radkowski (Philippe Trainar) - Théorie du circuit et condamnation du libre-échange (Frédéric Poulon) - Un flâneur à San Francisco (Michel Fontaurelle) - Maurras et Comte (Emmanuel Lazinier).
- ◆ Numéro 19 - Le système Gorbatchev (Martin Hybler) - Antigone en Russie (Luc de Goustine) - Comprendre l'Union soviétique (entretien avec Alexandre Adler) - Pays de l'Est : à la recherche de l'histoire (Martin Hybler) - L'Europe en revues (B. La Richardais) - Une solution pour les pays en voie de développement (Areski Dahmani) - Maurras et Comte (Gérard Leclerc).
- ◆ Numéro 20 - Critique de la communication (entretien avec Lucien Sfez) - Trois remarques sur la culture (Yves Chalas) - Crise de l'éducation (Philippe Cailleux) - Crise de la littérature (Luc de Goustine) - Est-ce la mort de l'Art ? (Alain Flamand) - Splendeur et misère de la critique cinématographique (Nicolas Palumbo) - Intellectuels et politiques (Yves Landevennec) - James Buchanan (Xavier Denis-Judicis) - Découverte à Glozel (François-Marin Fleutot) - Les droits, la loi (B. La Richardais) - Nouvelles littératures chinoises (G. Guiheux).
- ◆ Numéro 21 - Dossier « Révolution 1789 » : Entretien avec François Furet - Colloque « Célébrer 1789 » (interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez) - Les prémices de la Révolution en Limousin (Luc de Goustine) - L'opinion avant la Révolution (Philippe Cailleux) - Evénements méconnus de la Révolution (Philippe Delorme) - Burke et la représentation nationale (Norbert Col) - David, l'Art et la Révolution (Alain Flamand) - Images des Seychelles (Michel Fontaurelle) - Note sur les États-Unis (François Prudhomme).
- ◆ Numéro 22 - Dossier « Sociologie » : Entretien avec Georges Balandier - Bonald prophète de la société (Patrick Cingolani) - Ballanche et l'excès révolutionnaire (Georges Navet) - Comte et Littré devant la déchirure sociale - De la sociologie de l'intérêt à l'intérêt de la sociologie (Pierre-Paul Zalio) - Origine et vertus de la redécouverte de F. Le Play - La culture contre la liberté (Pascal Bruckner) - L'exemple du Kosovo (Didier Martin) - La question de l'éthique.
- ◆ Numéro 23 - Numéro spécial d'hommage à Maurice Clavel avec les contributions de Marie Balmay, Hélène Bleskine, Roland Castro, Jean Daniel, Jean-Toussaint Desanti, Jean-Paul Dollé, André Frossard, François Gachoud, Luc de Goustine, Alain Jaubert, Jean-Pierre Le Dantec, Edgar Morin, Philippe Nemo, Rémy Talbot.
- ◆ Numéro 24 - Dossier « Immigration » : Entretien avec Gérard Noiriel - Immigration, nation, natalité (Jean-Claude Barreau) - L'immigration en perspective (Michel Hannoun) - De l'affaire du voile au voile de l'affaire (Pierre-Paul Zalio) - Entretien avec Harlem Désir - L'exclusion comme nécessité tragique ? - Voyage dans un festival « zulu » (Olivier Masclet) - Si Louis XV m'était conté (Marc Desaubiaux) - Mémoires d'Europe.
- ◆ Numéro 25 - « Variations sur la France » avec Yves La Marck, Martin Hybler, Luc de Goustine, Patrick Louis, Axel Tisserand, Pierre-Paul Zalio, Bertrand Renouvin, Rémy Talbot - De Gaulle et saint Bernard (Jacques Berlioz) - Abîmes roumains (Guillaume Kopp) - Télévision et déontologie.
- ◆ Numéro 26 - Dossier « Religion et liberté » : Entretien avec Raphaël Draï - Monarchie et monothéisme chez les Hébreux (François Bourdin) - État, nation, pouvoir chez Claude Bruaire (Bertrand Renouvin) - « Essai sur la révolution » d'Hannah Arendt (François Bourdin) - Faire rendre raison à la raison (Pierre-Paul Zalio) - A la sortie de la captivité d'Égypte (Jirina Siklova) - Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre (Christian Mory) - Aveuglement idéologique et clairvoyance romanesque (Patrice Le Roué) - Mystère du comte de Chambord (Marc Desaubiaux).
- ◆ Numéro 27 - Dossier « L'État et le citoyen » : Entretien avec Daniel Gaxie - L'État contre la société civile, mythe ou réalité (A. Massonnet) - Breton, Français et Européen (Ludovic Galfo) - La citoyenneté active : contre-pouvoir ou prologement de l'État ? (A. Renaud) - La vertu du citoyen en démocratie (B. Renouvin) - La question de l'artifice (D. Saint-Aimé) - Redécouvrir Louis Calaferte (A. Renaud).
- ◆ Numéro 28 - Dossier « Enseigner l'Histoire » : Entretien avec Antoine Prost : Histoire et citoyenneté - Étude du cas français (A. Renaud) - Vercingétorix, le mythe national a un visage (L. Galfo) - Quand l'idéologie façonne l'Histoire (V. Hallereau) - Ruanda : le matin profond d'une renaissance (A. Massonnet) - Comment être Lebesque ? (B. Renouvin) - Contre un roman moral (A. Renaud) - La violence (D. Saint-Aimé).
- ◆ Numéro 29 - Dossier « Regards sur le religieux » - L'orthodoxie (Gabriel Matzneff) - Pour un Islam en France (V. Hallereau) - Les avatars de la question juive (S. Beauroy) - Séfarades et Ashkénazes : le dialogue imparfait (A. Renaud) - Regards sur un christianisme (P. Cariou, Témoin de Jéhovah) - Saint Louis (entretien avec Jacques Le Goff) - A propos du Ruanda (Dr Gakuba).



Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE du numéro 30

Éditorial3

Dossier : « La démocratie médiatique »

**De l'indétermination démocratique à la surdétermination
médiatique de la démocratie**

par Luc Hossepied.....5

Guy Debord : de la télévision au multimédia

par Alexandre Renaud.....7

Le pouvoir des médias

par Alexandre Massonnet.....19

Splendeurs et misères des journalistes

par Véronique Hallereau.....25

POINT DE VUE

**Entretien avec Lucien Sfez - « Communication : fin d'une
idéologie »**33

MAGAZINE

Michel Foucault : un poète en philosophie

par Alexandre Renaud.....45

Les grandes coupures épistémologiques en physique

par David Saint-Aimé.....59